

SEANCE PLENIERE

du

MERCREDI 25 AVRIL 2007

Après-midi

PLENUMVERGADERING

van

WOENSDAG 25 APRIL 2007

Namiddag

La séance est ouverte à 14 h 37 par M. Herman De Croo, président.

Ministres du gouvernement fédéral présents lors de l'ouverture de la séance : Didier Reynders, Hervé Jamar

Une série de communications et de décisions doivent être portées à la connaissance de la Chambre. Elles seront reprises sur le site web de la Chambre et insérées dans l'annexe du compte rendu intégral de cette séance.

Excusés

Raisons de santé : Alisson De Clercq

Gouvernement fédéral :

Marc Verwilghen, ministre de l'Économie, de l'Énergie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique : en mission à l'étranger (Barcelone)

Le **président** : En application du Règlement, nous poursuivons les votes de la séance d'hier soir. Le seul vote qui soit intervenu hier est valable.

Vous remarquerez que des photos seront prises pendant la séance. C'est la tradition à la fin d'une législature. Il ne faut y voir aucune malice. (*Sourires*)

Votes nominatifs**01** **Projet de loi-programme (3058/19+22)**

<i>(Stemming/vote 1)</i>		
Ja	88	Oui
Nee	38	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

01.01 **Paul Tant** (CD&V) : Nous avons tout de même déjà voté sur cette loi-programme hier.

Le **président** : Non, hier nous avons voté sur une « petite » loi.

01.02 **Bart Laeremans** (Vlaams Belang) : J'ai voté contre.

02 **Projet de loi portant des dispositions diverses (3074/1)**

02.01 **Dirk Van der Maelen** (sp.a-spirit) : J'avais pairé avec M. De Crem. Je suis présent alors que lui ne

l'est pas. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité*)

<i>(Stemming/vote 2)</i>		
Ja	85	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	25	Abstentions
Totaal	125	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

02.02 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : S'il opère un pairage avec moi, M. Van der Maelen pourra compter sur ma présence.

Le **président** : MM. T'Sijen et Vande Lanotte ont voté pour.

03 Proposition de résolution visant à augmenter le rôle des femmes dans les processus de paix (2521/3)

<i>(Stemming/vote 3)</i>		
Ja	133	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	133	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

04 Proposition de loi modifiant l'article 14 des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 (2863/5)

<i>(Stemming/vote 4)</i>		
Ja	117	Oui
Nee	16	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	133	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise en tant que projet au Sénat.

05 Projet de loi confiant au comité sectoriel du Registre national la compétence d'autoriser l'accès aux informations du registre d'attente et du registre des cartes d'identité (2937/5)

<i>(Stemming/vote 5)</i>		
Ja	131	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Il sera transmis au Sénat.

Le **président** : MM. Bacquelaine, Maingain et de Donnea ont voté oui.

Nous allons à présent voter sur la proposition de loi n° 2947/5. Je vous signale une erreur matérielle dans le document n° 2947/5 qui vous a été distribué : au chapitre II, article 34 (ancien article 42), le dernier paragraphe commençant par les mots « Les membres du personnel visés à l'articler premier » est

superfétatoire.

Il s'agit d'une erreur matérielle. Sommes-nous d'accord là-dessus ? (*Assentiment*).

06 Proposition de loi portant modification de la loi organique du 18 juillet 1991 sur l'Inspection générale et portant des dispositions diverses relatives au statut de certains membres des services de police (nouvel intitulé) (2947/5)

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	118	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	133	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Il sera transmis au Sénat.

07 Proposition de loi portant modification de la loi organique du 18 juillet 1991 du contrôle des services de police et de renseignement et de l'organe de coordination pour l'analyse de la menace (2947/6)

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	118	Oui
Nee	16	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	134	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Il sera transmis au Sénat.

08 Projet de loi portant dispositions urgentes concernant le chemin de fer (3055/5)

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	124	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	9	Abstentions
Totaal	133	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

09 Proposition de résolution relative à la promotion de la mobilité et de la sécurité routière en ce qui concerne les deux roues motorisés (1937/3)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	112	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	22	Abstentions
Totaal	134	Total

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

10 Projet de loi visant la mise en oeuvre du Règlement (CE) n° 2201/2003 du Conseil du 27 novembre 2003 relatif à la compétence, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière matrimoniale et en matière de responsabilité parentale abrogeant le Règlement (CE) n° 1347/2000, de la Convention européenne de Luxembourg du 20 mai 1980 sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en

matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants ainsi que de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants (nouvel intitulé) (3002/4)

<i>(Stemming/vote 10)</i>		
Ja	135	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	135	Total

Le **président**: M. Vandeurzen et M. De Crem ont voté pour.

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi à l'unanimité. Il sera transmis au Sénat.

11 **Projet de loi modifiant diverses dispositions relatives à l'absence et à la déclaration judiciaire de décès (614/14)**

<i>(Stemming/vote 11)</i>		
Ja	131	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi à l'unanimité. Il sera soumis à la sanction royale.

12 **Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire relatives à l'absence et à la déclaration judiciaire de décès (2615/2)**

<i>(Stemming/vote 12)</i>		
Ja	137	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	137	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi à l'unanimité. Il sera soumis à la sanction royale. (2615/2)

13 **Projet de loi modifiant certaines dispositions du Code civil en vue de faciliter la preuve de l'état des personnes à défaut d'acte de l'état civil (2447/3)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 12)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

14 **Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Région wallonne, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'entrée en vigueur de l'article 7, 7°, de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en**

charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction (3018/1)

Transmis par le Sénat

<i>(Stemming/vote 13)</i>		
Ja	117	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	20	Abstentions
Totaal	137	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

15 **Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement du stage parental fixés dans la loi relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (3019/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 13)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

16 **Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2006 entre l'État fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune portant sur l'organisation et le financement de l'offre restauratrice visée à la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait (3020/1)**

Transmis par le Sénat

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 13)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

17 **Projet de loi relatif à la transsexualité (903/9)**

Amendé par le Sénat

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	93	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	28	Abstentions
Totaal	136	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

18 **Projet de loi modifiant les articles 628 et 764 du Code judiciaire (3017/1)**

Amendé par le Sénat

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	93	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	28	Abstentions
Totaal	136	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

19 **Projet de loi portant exécution de l'accord interprofessionnel pour la période 2007-2008 (3011/9)**

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	136	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	136	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

20 **Proposition de résolution relative au cancer de la peau consécutif à une exposition prolongée au soleil (2532/4)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 16)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de résolution. Il en sera donné connaissance au gouvernement.

21 **Projet de loi modifiant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé (3081/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 16)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

22 **Projet de loi portant des dispositions diverses relatives au travail (nouvel intitulé) (3067/4)**

<i>(Stemming/vote 17)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	131	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

23 **Projet de loi modifiant la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités (3057/3)**

<i>(Stemming/vote 18)</i>		
Ja	137	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	137	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

24 **Projet de loi modifiant certaines lois relatives aux dotations allouées à la Cour des comptes, aux médiateurs fédéraux, aux commissions de nomination pour le notariat et à la commission de la protection de la vie privée (608/10)**

Amendé par le Sénat

<i>(Stemming/vote 19)</i>		
Ja	132	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	136	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

25 **Projet de loi modifiant la loi du 22 mars 2006 relative à l'intermédiation en services bancaires et en services d'investissement et à la distribution d'instruments financiers (3062/4)**

<i>(Stemming/vote 20)</i>		
Ja	137	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	137	Total

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

26 **Proposition de loi modifiant l'article 190 du Code des droits et taxes divers en ce qui concerne le montant de la taxe d'affichage ainsi que le paiement de celle-ci (nouvel intitulé) (1546/5)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 20)

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Il sera transmis au Sénat.

27 **Projet de loi modifiant la loi-cadre du 1er mars 1976 réglementant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services (3073/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 20)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

28 **Projet de loi modifiant l'article 33 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière (1451/6)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 20)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

29 **Projet de loi modifiant la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière afin de sanctionner plus sévèrement la récidive pour les délits de fuite (2177/8)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 20)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

30 **Projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération du 9 février 2007 modifiant l'accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service (3085/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 20)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

31 **Projet de loi portant assentiment au Protocole, ouvert à la signature à Berlin du 1er juin 2006 au 1er novembre 2006, sur la modification de l'Accord instituant une Commission internationale pour le Service international de Recherches, conclu à Bonn le 6 juin 1955 (3083/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 20)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

32 **Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 2 mars 2007 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exécution de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction, faite à Paris le 13 janvier 1993 (3084/1)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci? (Oui)

(Vote 20)

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

32.01 **Didier Reynders**, ministre (*en français*) : L'urgence est demandée pour le projet n°1610 portant diverses mesures en matière de recèlement et de saisies. Il en va de même pour les projets n°s 2885 à 2890 actuellement examinés en commission de la Santé.

32.02 **Paul Tant** (CD&V) : J'aimerais vérifier un point qui, tout à l'heure en Conférence des présidents, ne m'a pas paru tout à fait clair. Si j'ai bien compris, le traitement de ce projet a déjà été entamé. Même si ce n'était pas le cas, je voudrais demander solennellement à mes collègues de faire preuve de sens des réalités. La semaine passée, il avait été demandé en commission de reporter ce traitement et à présent, on nous demande de le traiter dans l'urgence. Quels motifs apparus entre-temps justifient le traitement urgent de ce texte ?

Le **président** : La discussion n'a pas encore commencé, sinon il n'en serait pas question ici maintenant.

32.03 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Ces projets n'ont pas encore été traités dans les commissions compétentes de la Chambre. Les textes viennent du Sénat.

32.04 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Mon groupe demande le vote par appel nominal sur l'urgence car il estime que ces projets comportent certaines pierres d'achoppement communautaires concernant l'Ordre des Médecins.

32.05 Melchior Wathelet (cdH) : L'on aurait pu éviter de travailler dans une urgence aussi grande en préparant le dossier la semaine dernière. Je ne puis accepter cette manière de procéder.

32.06 Paul Tant (CD&V) : L'examen du projet a été reporté la semaine dernière. J'aimerais donc savoir quels faits justifient de demander l'urgence aujourd'hui. Le ministre se fonde sur des arguments purement formels mais ne précise pas pourquoi un projet reporté la semaine dernière devrait subitement être examiné en urgence cette semaine. (*Interruptions du ministre Reynders*)

Le **président** : Peut-être Mme Taelman, qui préside la commission de la Justice, pourrait-elle nous dire quelques mots à ce sujet.

32.07 Martine Taelman (VLD) : Lors de la réunion de commission de mardi passé, il a été décidé d'examiner ce projet de loi le lendemain, après le point relatif aux droits civils et politiques. Tous les membres de la commission étaient d'accord à ce moment-là mais le point n'a pas été inscrit officiellement à l'ordre du jour. J'ai alors constaté sur la feuille d'audience qu'aucune décision officielle n'avait été prise.

32.08 Gerolf Annemans (Vlaams Belang) : Pour l'information de M. Tant, je vais expliquer brièvement la logique de la coalition violette : plus un projet est reporté sur le long terme, plus son urgence est grande ! (*Rires et applaudissements sur les bancs de l'opposition*)

32.09 Tony Van Parys (CD&V) : Le point figurait en effet à l'ordre du jour de la commission la semaine dernière mais il en a été retranché. Il est aberrant d'en demander l'examen d'urgence à présent, d'autant plus qu'on n'imagine pas débattre de la révision de la Constitution en séance plénière en l'absence des membres de la commission de la Justice. Des membres de la commission ont d'ailleurs déposé des propositions relatives à la révision de la Constitution.

Le **président** : Nous devons établir une distinction entre la décision sur l'urgence et la décision sur le moment où se tiendra le débat.

32.10 Tony Van Parys (CD&V) : Chaque fois qu'un projet a été examiné en urgence en commission de la Justice, il en est résulté des textes exécrables qui demandent à être amendés dans les plus brefs délais. (*Applaudissements sur les bancs de l'opposition*)

32.11 Muriel Gerken (ECOLO) : Nous nous retrouvons dans une situation paradoxale. Le projet de loi relatif à l'Ordre des médecins nécessiterait une discussion sérieuse ainsi que l'apport de petites améliorations. Il nous a été présenté hier en demandant l'urgence. C'est particulièrement désagréable car nous avons envie de soutenir des contenus de ce projet, mais la méthode de travail nous pousse à une opposition.

32.12 Koen Bultinck (Vlaams Belang) : Je m'étonne que le vice-premier ministre MR demande à présent l'urgence pour les projets de loi relatifs à l'Ordre des médecins, alors que ce point n'a pas été abordé en commission en raison précisément de l'absence du groupe MR !

32.13 Greta D'hondt (CD&V) : La réforme de l'Ordre des médecins constitue un sujet assez épineux et la demande d'urgence du vice-premier ministre est déraisonnable. C'est jouer avec le feu !

Le **président** : Nous allons voter par assis et levé, sur la demande d'urgence pour le document 1603 d'abord et pour les documents 2885-2890 ensuite.

Les deux propositions sont adoptées par assis et levé.

32.14 Pieter De Crem (CD&V) : Je ne suis pas sûr qu'il y avait une majorité lors du dernier vote par assis et levé. Je demande qu'on procède au vote nominatif.

Le **président** : J'ai constaté qu'il y avait une majorité décisive et j'ai demandé au greffier de vérifier : 38 membres ont voté contre.

32.15 Pieter De Crem (CD&V) : La dernière fois que vous avez fait vérifier un vote, il s'est avéré que 151 membres avaient voté. Il s'agissait du vote relatif aux médiateurs. Nous avons à l'époque dû revenir.

Le **président** : Ah oui, je suis lent à la détente aujourd'hui.

32.16 Tony Van Parys (CD&V) : Il n'est absolument pas normal que la commission de la Justice se réunisse à un moment où certains de ces membres doivent être présents ici dans l'hémicycle. Je voudrais ainsi attirer l'attention sur le fait que des propositions de MM. Borginon et Marinower figurent à l'ordre du jour et que des propositions de déclaration de révision de la Constitution de membres CD&V de la commission de la Justice figurent également à l'ordre du jour de la séance plénière.

Le **président** : Il s'agit d'une observation pertinente. La commission de la Justice ne se réunira donc pas pendant les débats en séance plénière. (*Applaudissements sur les bancs de l'opposition*)

Révision de la Constitution

33 **Projet de déclaration de révision de la Constitution (3056/1-7)**

- Proposition de déclaration de révision du décret n° 5 du 24 novembre 1830 portant exclusion perpétuelle de la famille d'Orange-Nassau de tout pouvoir en Belgique (406/1)
- Proposition de déclaration de révision du titre III, chapitre III, section II, de la Constitution, en vue d'y insérer une disposition relative à la suppression du Conseil de la Couronne (407/1)
- Proposition de déclaration de révision du titre III, chapitre III, section II, de la Constitution (408/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 62, alinéa 3, de la Constitution en vue de supprimer l'obligation de vote (1217/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 113 de la Constitution (1403/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 127, § 1er, 2°, de la Constitution (1450/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 151 de la Constitution en vue d'associer les entités fédérées à l'élaboration de la politique criminelle et d'instituer un droit d'injonction positive (1626/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 41, alinéas 3 et 4, de la Constitution (1708/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 12, alinéa 3, de la Constitution en vue d'étendre le délai de garde à vue (1856/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 12 de la Constitution (1997/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 23 de la Constitution en vue de l'instauration du droit de disposer d'énergie en suffisance (2207/1)
- Proposition de déclaration de révision des articles 36, 37, 40, 44, 45, 46, 72, 87, 88, 89, 91, 93, 96, 102, 104, 105, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 151, 153, 160, 165, 167, 197 et 198 de la Constitution (2300/1)
- Proposition de déclaration de révision de l'article 16 de la Constitution (2489/1)
- Proposition de déclaration de révision de la Constitution (2970/1)
- Proposition de déclaration de révision du titre II de la Constitution afin de consacrer la liberté d'entreprise (3004/1)
- Proposition de déclaration de révision de la Constitution (3039/1-2)

Discussion générale

La discussion générale est ouverte.

33.01 Hervé Hasquin, rapporteur : Le Premier ministre a proposé un projet de révision de la Constitution en

soulignant que la déclaration de 2003 permettait toujours d'intervenir de manière suffisante.

Parmi les projets qui étaient sur la table, je cite, de mémoire, l'ouverture à révision du Titre II, afin de constitutionnaliser les droits et libertés contenus dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme ; l'ouverture d'articles permettant de réaliser l'autonomie constitutive pour la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone, de réaliser la consultation populaire régionale, la modernisation du droit de pétition, les droits des personnes handicapées, l'accroissement des compétences de la Cour d'arbitrage et sa transformation en Cour constitutionnelle, les mentions de juridictions internationales, l'accès des étrangers à la fonction publique, le service universel, la protection de données à caractère personnel, d'avancer la date de la rentrée parlementaire, d'abaisser à 18 ans l'âge de l'éligibilité, de revoir les compétences du Sénat.

Globalement, trois tendances se sont dégagées.

D'abord, ceux qui pensent que les propositions du Premier ministre sont trop frileuses et ne permettent pas de réaliser leurs objectifs. Ce fut notamment le point de vue défendu par M. Koen Bultinck, au nom du Vlaams Belang, qui a rappelé que, selon son parti, l'État belge est dépassé et constitue un frein au développement harmonieux de deux États indépendants que seraient la Flandre et la Wallonie, qu'il faut pouvoir aborder quant au fond une révision des questions de sécurité ou de la justice et qu'ils sont partisans de l'abolition du Sénat.

Le Vlaams Belang a déposé des propositions tendant à ouvrir à révision l'ensemble des articles de la Constitution.

Du côté de la N-VA, M. De Groote a déposé des amendements visant à transformer le rôle de la monarchie.

Les positions de la N-VA et du Vlaams Belang en ce qui concerne le rôle de la monarchie ont été rejointes par le Spirit et M. Lambert.

En ce qui concerne le CD&V, M. Verherstraeten a exprimé la volonté de privilégier le principe de subsidiarité, de revoir l'arrondissement électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde et de repenser le rôle et le statut de Bruxelles en tant que capitale de la Flandre, de la Belgique et de l'Europe.

L'ensemble de ces intervenants ainsi que M. Tant qualifient globalement l'attitude du gouvernement de trop timide.

Une deuxième tendance est représentée par M. Wathelet, au nom du cdH, qui estime que toute proposition de révision de la Constitution est inutile, voire dangereuse.

Enfin, une troisième tendance, essentiellement exprimée par des représentants du VLD, dont M. Borginon, ou par M. Maingain, au nom du MR, estime qu'il faut pouvoir ouvrir un débat, et qu'ouvrir un débat, ce n'est pas le conclure.

L'article 144 de la Constitution, ouvert à discussion, appartient évidemment à cette catégorie d'articles où des interprétations très divergentes peuvent se faire.

Ces intervenants ont aussi souligné la nécessité de s'adapter aux réalités contemporaines et, notamment,

aux réalités internationales.

Au total, 47 articles de l'actuelle Constitution sont ouverts totalement ou partiellement à révision, à savoir les articles 7*bis*, 10, 21 à 23, 25, 28, 29, 43 à 46, 54, 56, 57, 63, 65, 67 à 70, 72, 75, 77 à 82, 100, 111, 118, 119, 123, 142 à 144, 148 à 152, 167, 180 et 195.

Enfin, le projet approuvé en commission demande également d'ajouter un certain nombre d'articles. Il s'agit, en ce qui concerne le titre II, de prendre davantage en compte les droits et libertés garantis par la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales et de garantir la jouissance des droits et libertés aux personnes handicapées ; d'ajouter au titre III l'introduction d'une 2^e lecture ; de prévoir un article relatif aux compétences exclusives supplémentaires attribuées à la Chambre, ainsi qu'en ce qui concerne la consultation populaire au niveau régional ; enfin, d'ajouter les articles nécessaires au titre IV, en ce qui concerne les juridictions internationales et la compétence du Sénat en matière d'assentiment aux traités (*Applaudissements sur tous les bancs*).

33.02 Paul Tant (CD&V) : Je tiens avant tout à remercier mon corapporteur pour son rapport synthétique et néanmoins complet. Pour ma part, j'exprimerai le point de vue de mon groupe.

Le débat relatif aux articles de la Constitution qui doivent pouvoir être adaptés sous une prochaine législature est important. Il s'agit des compétences que nous reconnaissons à la Chambre nouvellement élue pour adapter nos institutions. Selon un consensus qui règne en Flandre, certaines compétences doivent être adaptées par le biais d'une nouvelle réforme de l'État. Alors que ces adaptations ont été annoncées à maintes reprises, les deux précédentes législatures n'ont été l'occasion d'aucune réforme.

En 1999, M. Verhofstadt a déclaré dans cet hémicycle que les problèmes communautaires seraient résolus. Au terme de la législature arc-en-ciel, il a déclaré que le gouvernement avait conclu un accord visant à entamer huit adaptations constitutionnelles. Quatre ans plus tard, pas un seul projet n'a été déposé sur la table ; cette coalition dispose pourtant d'une majorité des deux tiers, à quelques sièges près. La succession d'engagements non respectés sape la crédibilité du monde politique et de cette maison.

De plus, et il s'agit d'une constatation plus grave encore, non contents d'introduire ici une culture de la promesse, certains ont introduit une culture du mensonge. Nous nous rappelons des déclarations du premier ministre concernant DHL ainsi que certaines statistiques en matière de criminalité. Les ministres tablent habilement sur la superficialité de certains médias au détriment du travail des membres intègres du Parlement. La vérification de déclarations gratuites demande en effet un certain temps, or dès que ce travail est achevé, le public et la presse ne s'y intéressent déjà plus. Étant donné que le contrôle démocratique du gouvernement revient par excellence au Parlement, il est essentiel que les propos qui y sont tenus reflètent la vérité. Hélas, seuls les arguments de vente sont encore pris en considération.

Les articles de la Constitution que le gouvernement entend déclarer révisables concernent essentiellement l'accord sur le renouveau politique du 26 avril 2002. Si le contenu de ce dernier a été réitéré dans plusieurs déclarations de politique générale, il n'en est toutefois guère sorti de réalisations concrètes, à l'exception de la création des circonscriptions provinciales. Même si l'objectif consistait principalement à affaiblir les chrétiens-démocrates, ce but n'a pas été atteint. La réforme annoncée du système bicaméral n'a guère débouché sur des éléments concrets.

Il est permis de se demander s'il y a encore un accord. En 2003, la majorité au Sénat était déjà en proie à des dissensions à propos de la déclaration de révision. Et la semaine passée, des divergences de vues sont apparues aussi lors du débat consacré à la possibilité d'une deuxième lecture à la Chambre. L'accord conclu est resté lettre morte. Fort peu nombreuses ont été les promesses de la coalition violette qui ont été tenues, sauf quand il s'est agi de récolter des gains électoraux.

De plus, l'accord de 2002 ne pourrait absolument pas aboutir à une meilleure administration car il ne s'inscrit pas dans une meilleure répartition de compétences entre les niveaux de pouvoir alors que c'est précisément cette répartition de compétences, et non le fonctionnement du Sénat, qui constitue un problème majeur. Des problèmes se posent sur le plan de la politique de mobilité, de l'emploi et de la justice, en particulier du droit sanctionnel de la jeunesse, et des soins de santé. Les discussions sont au point mort parce que Flamands et francophones ne partagent pas la même vision des choses. Il est impératif de rompre avec l'immobilisme qui

caractérise l'action de la coalition violette.

Ces dernières années, la Flandre a démontré qu'elle pouvait mettre en œuvre une politique de grande qualité dans les domaines pour lesquels elle est compétente. Grâce à des paquets de compétences plus étendus et homogènes, une nouvelle réforme de l'État devrait fournir aux entités fédérées encore davantage de possibilités.

33.03 Bart Tommelein (VLD): Je suis bien d'accord: les paquets de compétences doivent être plus homogènes. Concrètement, à quelles réalisations flamandes M. Tant fait-il allusion?

33.04 Paul Tant (CD&V): Tant la politique en matière d'emploi que les politiques en matière économique et d'implantations ont été menées de manière très efficace, par-delà les clivages partisans. S'il avait fallu débattre de ces matières au Parlement, nous aurions, une fois encore, été confrontés à l'immobilisme. S'il apparaît que des différences importantes existent, il faut pouvoir en tirer les conclusions quant à la répartition des compétences.

33.05 Bart Tommelein (VLD): En matière de politique financière et fiscale également, de nombreuses choses ont été accomplies. Je ne peux que constater qu'en l'occurrence, M. Tant n'épargne pas le VLD, alors que notre parti participe également à ce gouvernement flamand qu'il trouve si fabuleux.

33.06 Paul Tant (CD&V): Je demande quand même un petit effort intellectuel pour que l'on se concentre sur l'objet du débat. Nous discutons de la répartition des compétences. Nous examinons dans quelle mesure la régionalisation de certaines compétences a conduit à une meilleure politique. Sans cette régionalisation, de nombreux actes politiques n'auraient pas pu être posés.

Il faut avancer sur la voie de la régionalisation d'un certain nombre de compétences. La proposition de déclaration de révision de la Constitution introduite par le CD&V est identique à celle de 2003. Nous restons dès lors cohérents. Déjà à cette époque, nous avons plaidé pour la possibilité de prendre en mains les leviers de la politique socio-économique ainsi que pour le transfert des compétences les plus importantes aux entités fédérées, étant donné que dans une démocratie de la solidarité, les structures politiques doivent être aussi proches que possible du citoyen.

L'exécution des résolutions du Parlement flamand constitue pour nous la première étape vers un modèle dans le cadre duquel les compétences de base seraient confiées aux entités fédérées. Ces dernières pourront ensuite décider, en concertation, des compétences qui doivent être mises en œuvre au niveau fédéral. L'article 35 de la Constitution établit ce principe en vertu duquel toutes les compétences appartiennent aux entités fédérées, le niveau fédéral n'ayant de compétences que dans les matières qui lui sont formellement attribuées. Il est regrettable qu'on n'ait pas appliqué cette philosophie au cours des dernières années.

Nous préconisons une solidarité objective, transparente et réversible. La solidarité reste importante mais peut parfaitement aller de pair avec davantage de compétences aux Régions puisque la Flandre et la Wallonie peuvent ainsi opérer chacune le meilleur choix pour le bien-être et la prospérité de leurs habitants.

Les déclarations de M. De Croo nous font douter de la volonté du VLD de respecter les résolutions du Parlement flamand. Le maintien de la coalition violette semble lui être plus cher que les accords conclus à l'échelon flamand sur le bon fonctionnement de nos institutions politiques. Comment pouvons-nous encore accorder un quelconque crédit à l'appel du premier ministre de former une majorité des deux tiers après les élections ? Ces déclarations sont contradictoires.

33.07 Bart Tommelein (VLD): Ceux qui ont écouté avec attention l'interview du président à la radio savent qu'il a déclaré que l'obtention d'une majorité des deux côtés de la frontière linguistique n'est pas absolument nécessaire techniquement. Il s'est toutefois également demandé si l'opération était réaliste politiquement. Le VLD estime en tout état de cause qu'une majorité est indispensable en Flandre également pour former une coalition.

33.08 Pieter De Crem (CD&V): Bon nombre de personnes ont entendu tout autre chose.

33.09 Bart Tommelein (VLD) : La position officielle du VLD est qu'il doit y avoir une majorité des deux côtés de la frontière linguistique.

33.10 Paul Tant (CD&V) : Ceux qui ont été attentifs ont entendu que M. Tommelein parle uniquement en son propre nom. La Belgique entière a compris différemment les propos du président.

En ce qui concerne l'article 195 de la Constitution, le sens dans lequel devrait aller la révision n'est précisé nulle part dans la déclaration. Aucune information n'est fournie à propos de la révision, alors que la procédure de révision de la Constitution requiert également une description du sens à donner à la révision. Je souhaiterais au moins obtenir de la part du gouvernement une indication sur le sens dans lequel devrait aller la révision de cet article.

En 2003, M. Di Rupo a déclaré qu'il était favorable à la révision de l'article 195, afin que toute révision de la Constitution soit liée à un vote à majorité spéciale, à savoir une majorité des deux tiers et une majorité dans chaque groupe linguistique. Il estimait que la procédure actuelle n'offrait pas une protection suffisante aux francophones. Il estimait également qu'il était illogique qu'une loi spéciale doive être votée à une majorité plus importante que la révision de la Constitution.

En 2003, le MR a évoqué deux conditions en ce qui concerne la révision de l'article 195: il faut une majorité plus importante que celle nécessaire à l'adoption d'une loi spéciale et la procédure doit s'étendre sur deux législatures, car la population doit toujours pouvoir se prononcer.

Si ce point de vue est toujours d'actualité au PS et au MR, dans ce cas, il est en contradiction avec les déclarations des partis flamands de la majorité. Exiger une majorité dans chaque groupe linguistique pour la révision de tous les articles de la Constitution revient à communautariser l'ensemble de la Constitution, alors qu'une série d'articles n'ont aucun rapport avec des problèmes communautaires.

Les partisans néerlandophones d'une modification de l'article 195 trouvent la procédure actuelle trop stricte et demandent un assouplissement alors que les francophones veulent encore rendre cette procédure plus difficile. Quelles sont les intentions du gouvernement ?

En tout état de cause, le CD&V n'est pas demandeur pour ce qui est de la révision de l'article 195.

Je voudrais, pour terminer, exprimer ma gratitude d'avoir eu le privilège de siéger pendant 25 années au sein de cette Chambre. J'ai d'abord représenté la circonscription électorale d'Audenarde, ensuite la circonscription électorale d'Alost-Audenarde et, enfin, la circonscription électorale provinciale. Une circonscription électorale de petite taille permet un contact direct avec la population, ce qui est beaucoup moins vrai avec une circonscription électorale provinciale.

Même si les plus petites circonscriptions électorales conduisent à une moindre représentativité, il est beaucoup plus facile d'être le porte-parole de la population dans de telles circonscriptions électorales.

Les conditions de travail de la Chambre se sont considérablement améliorées ces vingt-cinq dernières années. Cette amélioration, nous la devons en grande partie aux présidents de la Chambre et aux membres du Bureau qui se sont succédé, ainsi qu'aux fonctionnaires et aux collaborateurs des groupes. Malheureusement, l'influence du Parlement sur le processus décisionnel ne s'est pas renforcée. Notre culture parlementaire est par trop dépendante du fragile équilibre au sein des gouvernements de coalition et le Parlement est dès lors subordonné au pouvoir exécutif. J'ai pourtant toujours accompli mon travail parlementaire avec satisfaction et conviction. Je quitte cette maison en emportant de bons souvenirs des collègues, des présidents et du personnel. On dit parfois que la politique est impitoyable mais j'ai connu beaucoup de collégialité et de cordialité au sein de mon groupe et en dehors. J'en suis heureux et reconnaissant. Bon vent à tous.

(Applaudissements sur tous les bancs)

Le **président** : Il n'est pas fréquent que le président applaudisse mais je l'ai fait cette fois avec émotion. Je partage souvent les analyses de M. Tant. Le fait que des personnalités politiques telles que Mme Thatcher et

M. Blair aient obtenu quelque 25.000 voix de préférence montrent qu'il y a d'autres façons de faire de la politique. Lorsqu'il est arrivé au parti de M. Tant de ne pas remporter un siège dans notre arrondissement lors de l'apparement, j'ai d'ailleurs été le premier à lui téléphoner.

33.11 Daniel Bacquelaine (MR) : L'exercice qui s'impose au pré-constituant est un peu ingrat, car on lui demande de discuter de dispositions constitutionnelles qu'il ne pourra pas influencer.

En 2003, nous avons voté la déclaration de révision de la Constitution pour moderniser notre Charte fondamentale et lui permettre de coller à la réalité, d'être en phase avec notre société et d'améliorer le quotidien des citoyens. Notre déclaration de 2007 ne sera vraisemblablement pas très différente de celle de 2003.

Cette déclaration permettra d'abord de moderniser le titre II de la Constitution relatif aux droits et libertés, en s'inspirant notamment de la Convention européenne de sauvegarde des Droits de l'homme. Nous pensons qu'il est judicieux d'ouvrir à révision les articles 10 § 2, 22, 25 et 29. Nous avons créé un groupe de travail, présidé par M. de Donnea, qui a mené une réflexion globale sur l'ensemble des droits fondamentaux. Il reviendrait à un nouveau groupe de proposer un catalogue des droits et libertés en s'inspirant de la Convention européenne et de la Charte des droits fondamentaux de l'UE.

Nous avons notamment toujours marqué un intérêt pour la démocratie participative et le droit de pétition. L'ouverture à révision de l'article 28 est utile pour renforcer ce droit de pétition, qui permet un mode de communication plus facile avec le citoyen. Pour la démocratie participative, je pense aux consultations populaires qui existent aux niveaux communal et provincial, et qu'on pourrait étendre au niveau régional.

Nous avons d'ailleurs déposé une proposition pour introduire un article 39*bis* qui installe la consultation populaire sur le plan régional. Ce texte n'a cependant pas pu aboutir car, souvent, les partis politiques qui y sont favorables au moment des élections sont beaucoup plus frileux quand il s'agit de traduire cela dans les textes.

Dans le même ordre d'idées, les citoyens doivent pouvoir s'exprimer directement sur l'adhésion aux traités. L'article 167, §2 est ouvert à révision ; nous pourrions reprendre la réflexion au sujet de la Constitution européenne.

Sur le plan institutionnel, le projet reprend des articles issus de l'accord de renouveau politique de 2002 : les articles 118, §2 et 123, §2 permettent de conférer l'autonomie constitutive à la Région bruxelloise et à la Communauté germanophone.

Cette déclaration permet aussi d'entamer la réforme du bicaméralisme. Suite au vote au Sénat, nous ne demandons plus l'insertion d'une disposition nouvelle dans le Titre III pour une relecture des lois par la Chambre, celle-ci pouvant être décidée via la révision d'autres articles (77, 78, 80 et 81).

L'article 144, en revanche, est nouveau dans notre liste des articles à réviser. Sur cette base, toute personne peut porter sa cause ou être entendue par les juridictions de l'ordre judiciaire. Pour les droits tels que la responsabilité civile, il n'y a aucune exception. Pour nous, la révision de cet article ne peut se faire que pour améliorer la protection juridictionnelle du citoyen et non pour porter atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire ou atténuer le principe de responsabilité de l'État.

Dans ce dernier domaine, notre État a connu une évolution juridique constante, avec laquelle nous ne voulons pas de rupture.

Depuis l'arrêt *Flandria* de la Cour de cassation (1920), la jurisprudence admet que l'État peut être responsable civilement, s'il cause un dommage par la faute ou l'omission d'un de ses organes, y compris pour le pouvoir judiciaire ou législatif.

J'ajoute que la jurisprudence consacre la primauté du droit international ou supranational directement applicable sur la législation. Les juridictions peuvent refuser d'appliquer une loi contraire à une disposition internationale directement applicable. La Cour d'arbitrage peut également déclarer une loi inconstitutionnelle ou l'annuler. L'État belge a reconnu la compétence de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg qui a contesté la conformité d'une législation belge avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme.

Dans la lignée des accords Octopus, le législateur a aussi adopté des dispositions visant à dépolitiser la magistrature, à objectiver les recrutements et les promotions. Il s'ensuit que nous ne soutiendrons pas les propositions qui auraient pour objectif d'inverser la tendance, comme le référé législatif. Peut-on en effet considérer que le législateur pourra interpréter une norme en toute impartialité lorsque celle-ci doit faire l'objet d'une application concrète dans un litige en cours ?

Certains suggèrent de permettre à la Cour de cassation et au Conseil d'État de poser une question préjudicielle au législateur. Il ne pourra être question pour nous de soutenir l'introduction d'une forme quelconque de « référé législatif ».

L'ouverture à révision de l'article 144 signifie pour nous que toute modification ne pourra intervenir que pour renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire, assurer davantage de protection juridique au citoyen, garantir les droits du citoyen et mettre l'État ainsi que l'ensemble des organes de l'État devant leurs responsabilités.

L'article 195 règle le mode de révision des articles constitutionnels. Par rapport à la procédure actuelle, nous avons toujours exprimé notre insatisfaction mais également notre très grande réserve à l'égard de modifications trop pressées de cet article fondamental.

Il faut se demander si la procédure actuelle constitue réellement un gage de sécurité pour l'une ou l'autre communauté. Le dispositif actuel en trois étapes ne constitue plus *ipso facto* un gage de sécurité. Il est en effet possible de modifier la teneur d'un article qui n'est pas ouvert à révision par le biais d'un autre article qui l'est. À trop vouloir protéger la Constitution, on finit par placer le constituant dans des situations tellement inconfortables que, quelle que soit la majorité, il en vient à développer des stratagèmes pour contourner l'impossibilité formelle de modifier tel ou tel article. En outre, si l'on veut réaliser des objectifs politiques que l'on juge essentiels, comme le fédéralisme personnel, il conviendra de modifier la Constitution. On notera enfin que nombre de réformes institutionnelles peuvent s'opérer par la voie de la loi spéciale. Il est donc fallacieux de prétendre que l'absence de déclaration de révision de la Constitution garantit un surplace institutionnel.

Nul ne conteste que les quorums de présence et de vote imposés pour l'adoption de ces lois sont équilibrés et qu'ils garantissent les droits des communautés. La nouvelle procédure pourrait prévoir des garanties de même nature, tout en permettant d'éviter les inconvénients de la procédure actuelle. On peut imaginer que la modification de la Constitution soit acquise au même quorum qu'une loi spéciale. Il importe également d'introduire un élément de tempérance. Si la déclaration et la modification interviennent lors de la même législature, le nouvel article 125 pourrait, par exemple, imposer l'écoulement d'un délai minimum d'un an entre ces deux moments. Notre groupe affiche sa préférence pour une révision de la Constitution qui s'étalerait sur deux législatures. On pourrait concevoir de modifier la Constitution pendant une législature et de la faire entrer en vigueur seulement après avoir été approuvée sous la législature qui suit.

33.12 Paul Tant (CD&V) : J'apprécie le point de vue nuancé exposé par M. Bacquelaine mais il contribue malheureusement à accroître l'opacité. Le gouvernement a déposé un projet tendant à soumettre aussi à révision l'article 195. Il serait logique que le gouvernement précise l'objectif qu'il poursuit avec la révision de cet article. Car, jusqu'à nouvel ordre, l'article 195 n'est pas révisé et l'application de l'article existant prévoit que l'on désigne non seulement des articles mais aussi qu'on indique ce que l'on souhaite en faire. Or, M. Bacquelaine se borne à formuler une série d'hypothèses. J'aimerais que le ministre nous expose tout à

l'heure le point de vue du gouvernement. Si M. Bacquelaine maintient le cap de 2003, les articles non communautaires seront communautarisés. Au fond, il s'agit d'un plaidoyer tacite en faveur d'une régionalisation bien plus poussée encore car il n'est plus possible de modifier la Constitution sans une majorité dans les deux groupes linguistiques.

33.13 Daniel Bacquelaine (MR) : Nous disons la même chose qu'en 2003. Nous acceptons d'ouvrir à révision l'article 195 mais nous considérons qu'il va falloir prendre un certain nombre de garanties.

33.14 Paul Tant (CD&V) : Les collègues néerlandophones ont un avis divergent sur ce point.

33.15 Daniel Bacquelaine (MR) : Chacun a son interprétation.

33.16 Paul Tant (CD&V) : Bien sûr, mais dans une majorité, il faut un point de vue commun.

33.17 Daniel Bacquelaine (MR) : Je viens de faire un plaidoyer sur la façon dont on pourrait éventuellement modifier l'article 144, sujet sur lequel il n'y a pas unanimité d'opinion. Pour l'article 195, il y a sans doute aussi des visions différentes.

La déclaration de révision en projet nous permettra d'ouvrir la réflexion sur des sujets essentiels pour notre société. Nous allons proposer des modifications législatives qui tiennent compte de ces possibilités de révision de la Constitution. Nous serons aussi à l'écoute des propositions formulées par tous les groupes. Comme par le passé, nous aborderons ces discussions sans tabou et sans a priori. Derrière ces dispositions constitutionnelles, nous voyons en effet la perspective d'apporter des améliorations au quotidien des citoyens. Il n'est de sujet qui puisse par principe échapper à notre réflexion. C'est cet esprit qui nous anime et c'est avec cet esprit que nous participerons à une actualisation de notre Constitution.

Pour conclure, je tenais à saluer notre collègue M. Tant, qui défend avec conviction ses positions mais toujours dans le respect de tous les parlementaires de cette assemblée.

33.18 Bart Laerebans (Vlaams Belang) : Le gouvernement fait preuve d'un profond désintérêt pour ces sujets pourtant si importants que sont la révision de la Constitution et la préparation des différentes étapes conduisant à la réforme de l'État. Il n'en a pas vraiment été question jusqu'à présent. Le gouvernement a donc présenté les mêmes textes qu'il y a quatre ans.

Cet instant aurait pu être historique; il aurait pu marquer le début d'une nouvelle grande table ronde communautaire qui aurait permis de sortir le pays de l'impasse dans laquelle il se trouve, en attribuant à la Flandre et la Wallonie des paquets de compétences plus clairs et substantiels. Cette opportunité historique a, une nouvelle fois, été gaspillée. Nous nous retrouvons de nouveau enfermés pour quatre ans dans un état unitaire déguisé. D'aucuns voudraient même encore renforcer le centre.

À chaque incident qui implique les Cobourg, certains membres des partis flamands de la majorité plaident pour une restriction du pouvoir royal mais, au moment décisif, tant les "sangs bleus" du VLD que les "socialistes caviar" du sp.a craignent d'entreprendre des actions concrètes dans ce sens. M. Geert Lambert, le président de Spirit, s'est contenté de soutenir deux amendements de l'opposition, uniquement pour ne pas perdre la face. À notre grand étonnement, il s'est avéré que même le cartel CD&V-NVA n'a pas été en mesure d'adopter un point de vue unanime. Il semble que, soudainement, la monarchie ne figure plus non plus au rang des priorités de la N-VA. Bref, tous tremblent devant Laeken et personne ne veut voir diminuer ses chances d'obtenir un poste ministériel.

Le CD&V est pourtant plus intéressé par la réforme de la monarchie que nous. Il est clair que le discrédit que la maison royale jette sur elle-même par ses agissements clownesques constitue de l'eau bénite pour le Vlaams Belang. Le Roi Albert restera encore sur le trône dix ans tout au plus et ensuite nous hériterons d'un roi qui veut ramener la Belgique au dix-neuvième siècle et s'entourera de ministres qui lui feront des courbettes. Aujourd'hui, on a la possibilité d'éviter un tel scénario, et on reste impassible.

Dans le plan d'urgence Justice du CD&V, on ne retrouve aucune trace de la scission de la Justice tant vantée par M. Van Parys. Mark Van Peel a même déclaré à la télévision que la scission de la Justice était encore plus urgente que la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde. Le plan d'urgence part toutefois du principe que tout restera fédéral.

La déclaration de révision de la Constitution n'évoque que certaines parties seulement de la politique de la justice et de la sécurité. De plus, à présent que le VLD a fermement décrété que la Justice devait rester fédérale, il est encore plus clair que cette scission ne se fera pas non plus dans les quatre prochaines années.

L'attitude des partis traditionnels flamands dans le dossier Zaventem est un autre exemple de leur hypocrisie. En effet, ce dossier démontre clairement que la création de trois Régions dans notre pays est désastreuse pour la Flandre, la Région de Bruxelles-Capitale étant utilisée comme une arme contre les intérêts flamands, avec la complicité des excellences flamandes de Bruxelles que sont Pascal Smet, Guy Vanhengel et Brigitte Grouwels. Pourquoi leurs partis ne les rappellent-ils pas à l'ordre ? Cela défie l'entendement !

Le premier ministre Verhofstadt plaide en faveur d'une refédéralisation des normes acoustiques mais les francophones ne se feront pas défaut de la combattre bec et ongles. Le 1^{er} mai, Bruxelles Air Libre commencera à réclamer des astreintes en arguant que les habitants francophones de la périphérie dont elle défend les intérêts ne doivent subir aucun survol tandis que les Flamands, eux, doivent en supporter un maximum. Il est grand temps que Bruxelles supprime ses normes acoustiques égoïstes.

Toute cette obséquiosité flamande me fait craindre une réforme de l'État très défavorable à la Flandre. Le VLD plaide d'ores et déjà pour un Sénat paritaire, ce qui signifie que deux millions de citoyens flamands ne seraient pas représentés à la Haute Assemblée. Et bien loin de vouloir scinder l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde, on cherche à étendre le problème à tout le pays en instaurant des listes électorales nationales.

En outre, le VLD fait dès à présent des concessions aux francophones à propos de la périphérie de Bruxelles. Il est question d'instituer une Cour constitutionnelle qui serait chargée du contrôle de l'application des traités internationaux relatifs aux minorités linguistiques. Voilà qui implique, ni plus ni moins, l'approbation du Traité européen sur les minorités. Le VLD partage cette conception avec les politiques francophones les plus rabiques. Voter pour le VLD, c'est dès lors voter pour le FDF. Le VLD se parjure par rapport aux engagements qu'il a pris au gouvernement flamand.

Les signes avant-coureurs concernant les négociations sur la réforme de l'Etat et la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde ne laissent rien présager de bon. Avant même les élections, les Flamands font déjà étalage des concessions qu'ils s'apprêtent à faire. C'est du jamais vu.

Je suis donc extrêmement inquiet, y compris à propos du CD&V-NVA qui n'aspire qu'à une chose: participer au prochain gouvernement. Les partis traditionnels flamands ne sont même pas parvenus à tenir des promesses élémentaires mais ils se sentent, par contre, tout à coup capables de faire un grand pas en avant dans le domaine de la réforme de l'État avec de l'autre côté de la table Di Rupo, Reynders, Milquet et Maingain comme négociateurs. Ceux qui pensent pouvoir arriver à un arrangement avec de tels personnages sont d'une absolue naïveté et trompent ainsi la population.

Je me demande si le CD&V et la N-VA disposent d'un plan B s'il s'avérait que l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvorde ne peut être scindé sans entraîner un coût énorme et que les cinq résolutions du Parlement flamand ne sont pas exécutées. Qu'advient-il s'il apparaît que la négociation n'est pas possible sans concessions excessives en contrepartie ? Le CD&V aura-t-il le courage de donner la prépondérance aux intérêts flamands par rapport à ceux de la Belgique, des partis et des syndicats ?

Nous sommes le principal atout du CD&V dans le cadre des négociations avec les francophones. Ensemble, le CD&V et le Vlaams Belang disposent en effet d'une majorité au sein du Parlement flamand. Ensemble, nous pouvons faire justice en cas de blocage fédéral. Ensemble, nous pouvons faire du reportage de la RTBf une réalité. La question est de savoir si le CD&V osera utiliser cet atout ou au moins s'en servir comme menace. Permettez-moi d'en douter. *(Applaudissements sur les bancs du Vlaams Belang)*

33.19 Jean-Marc Nollet (ECOLO) : Je me féliciterai d'abord du paradoxe qui veut que la majorité ait redéposé l'article 7bis pour qu'il soit réouvert. La modification que nous avons votée la semaine dernière est donc insuffisante. Il est indispensable de rouvrir l'article 7bis et nous la soutiendrons. Nous pensons en particulier à la nécessité de fonder la politique des pouvoirs publics par l'exercice de leur compétence sur le

développement durable. Il est nécessaire d'améliorer cet article pour poursuivre le débat et donner un effet utile à cette disposition.

Nous serons cohérents avec notre vote de 2003. Nous soutiendrons donc la liste proposée par le gouvernement et amendée en commission. Messieurs Wathelet et Drèze, je vous dirai que nous ne soutenons pas votre attitude qui est de tout refuser en bloc. De cette manière vous mettez le dialogue hors jeu.

Nous ne serons pas aveugles. La situation n'est pas la même qu'en 2003 et l'ouverture de l'article 195 plus dangereuse qu'à l'époque. N'étant pas dupe des positions différentes à ce sujet, au sein même de la majorité, nous voterons contre la déclaration de révision de cet article.

33.20 Geert Lambert (sp.a-spirit) : La discussion relative à la liste des articles de la Constitution que le Parlement sortant désire déclarer sujets à révision revêt une importance capitale. Durant cette législature, les débats relatifs à la réforme de l'État n'ont guère produit de résultats, même si nous étions compétents en notre qualité d'assemblée constituante. Pour intéressants qu'ils aient été, notamment concernant Bruxelles-Hal-Vilvorde, les débats n'ont malheureusement jamais permis de faire un grand pas en avant.

Différentes raisons expliquent cette situation. La structure de l'État comporte de nombreux équilibres instables. Pour atteindre des résultats au cours des prochaines années, il faudra conclure des accords par-delà les partis et les frontières linguistiques. La liste que nous allons adopter aujourd'hui n'est qu'un début. L'objectif doit toujours consister à mieux gouverner le pays. Je ne suis pas responsable de la Constitution "verrouillée" ni du système que nous connaissons aujourd'hui. Il est fantaisiste d'affirmer, comme le font certains, qu'il suffit, par exemple, de cinq minutes de courage politique pour scinder un arrondissement électoral.

Je n'ai jamais caché ma foi en un système confédéral. Les décisions doivent pouvoir se prendre à un échelon qui soit le plus proche possible des citoyens. Il est clair depuis longtemps que les opinions divergent sur de nombreux points entre les deux côtés de la frontière linguistique. Ces différences doivent pouvoir se refléter concrètement dans la politique. Pour ce faire, il faut cependant abandonner l'idée qu'une approche fédérale comportera toujours une plus-value. Cette approche débouche parfois sur des solutions onéreuses et embarrassantes. Les Communautés se prennent mutuellement en otage dans un système qui n'est bon pour personne.

L'accord politique qui devra être conclu au lendemain des élections ne requerra peut-être même pas une révision constitutionnelle. N'oublions pas que nous pouvons toujours recourir à des lois spéciales. Si nous voulons adopter les résolutions du Parlement flamand, il ne nous sera pas indispensable de réviser la Constitution. C'est la raison pour laquelle la liste des articles que le gouvernement veut soumettre à révision suffit car la modification de ces articles conduira à une meilleure administration. Je songe à l'article qui autorise une réforme du bicaméralisme. Notre parlement pourrait en effet être organisé plus efficacement. Mais des lois spéciales suffiront à régler les dossiers politiques lourds tels que la politique économique, l'emploi et la politique énergétique.

33.21 Paul Tant (CD&V) : Tout à l'heure j'ai avancé les arguments qui militent en faveur d'une soumission à révision de l'article 35, qui décrit les compétences de l'autorité fédérale. Pendant toute la législature, aucune initiative n'a été prise pour définir ces compétences. Si une telle initiative avait été prise, nous aurions beaucoup progressé. En tant qu'héritier autoproclamé de la Volksunie, M. Lambert devrait se garder de prononcer ici un plaidoyer en faveur d'un transfert de nouvelles compétences. Il aurait fallu faire ce qui avait été annoncé, un point c'est tout.

33.22 Geert Lambert (sp.a-spirit) : J'admets que nous avons trop peu progressé sous la présente législature et je le regrette. De même, nous n'avons pas réussi à atteindre les objectifs que nous nous étions fixés en ce qui concerne la scission de Bruxelles-Hal-Vilvorde et j'en suis bien conscient. Il ne serait pas honnête, toutefois, de s'imaginer que quelques minutes de courage suffisent pour prendre les décisions adéquates. Nul n'ignore qu'il ne s'agit pas d'une simple formalité et qu'il convient de respecter les procédures et les équilibres.

Je suis partisan d'un État confédéral et si l'article 35 n'apparaissait pas dans le prochain accord de gouvernement, je le regretterais. Je soutiendrai l'amendement en ce sens. Je n'approuverai pas l'amendement de M. Tant tendant à déclarer susceptibles de révision les articles 1, 2 et 3, non pas parce que je m'y oppose, mais parce qu'il importe plus d'être attentif au contenu, à ce qui peut être inséré dans les lois spéciales. Peu importe que l'État belge soit qualifié de « fédéral » ou « confédéral », pourvu que les lois spéciales accordent de nouvelles compétences.

Les négociations gouvernementales devront porter sur des dossiers très concrets. Gardons sans cesse à l'esprit la règle des trois étapes telle que nous l'a enseignée feu Hugo Schilz : la réforme représente-t-elle un progrès pour la Flandre, le prix à payer n'est-il pas trop fort et n'entraînera-t-elle aucun blocage à l'avenir ?

33.23 Paul Tant (CD&V) : Les réponses à nos questions sur l'accord du Lambermont sont souvent négatives. Cet accord s'est soldé par l'abandon du financement de l'enseignement et il empêche aujourd'hui la représentation de la politique agricole au niveau européen.

33.24 Geert Lambert (sp.a-spirit) : Monsieur Tant voudrait-il suggérer par là qu'il faudrait refaire de l'agriculture une matière fédérale ?

Nous devons faire en sorte que les régions puissent être directement entendues par les institutions européennes. C'est là que le bât blesse. Sous la présidence belge, nous avons illustré le degré de développement poussé de notre fédéralisation en faisant aussi présider les réunions par des ministres régionaux.

33.25 Paul Tant (CD&V) : Ce que je dénonce dans l'accord de Lambermont, c'est le passage qui stipule qu'en cas de divergences politiques entre les régions, nul n'a voix au chapitre. Et une chose est sûre : de toutes ces belles intentions, peu ont dépassé le stade des vœux pieux.

33.26 Geert Lambert (sp.a-spirit) : Nous ne faisons partie du gouvernement que depuis quatre ans. Les accords du Lambermont datent d'avant cette époque. Nous n'avons en tout cas rien bloqué pour le futur. Mais les accords du Lambermont représentent davantage que l'image qu'en esquisse M. Tant. Si la Flandre est actuellement libérée de toute dette, ce n'est pas uniquement le résultat d'une bonne administration mais aussi de la générosité des accords du Lambermont à l'égard des Régions.

Le vrai débat aura lieu après les élections et le problème sera difficile à résoudre, d'autant plus qu'une majorité des deux tiers sera nécessaire. Flamands et Wallons devront alors mener un débat de fond quant à l'avenir de l'État fédéral et des entités fédérées. C'est pourquoi il serait utile que tous les partis fassent savoir dans quelle mesure ils sont disposés à faire un pas en avant, même s'ils feront partie de l'opposition.

Notre Constitution confère un rôle particulier à la Maison royale. J'ai toujours dit que j'étais républicain car j'estime qu'au 21^e siècle, il n'est plus admissible que quelqu'un détienne le pouvoir uniquement en raison de sa filiation. C'est la raison pour laquelle je suis favorable à une modification des articles concernés lors de la révision de la Constitution. Je ne suis pas partisan d'une monarchie où le Roi ratifie les lois et nomme le gouvernement. Nous avons déjà appris à nos dépens à quelles situations peuvent aboutir de telles prérogatives royales dans des questions éthiques comme l'avortement.

Je pense que le moment est venu d'adapter les articles constitutionnels relatifs à la fonction royale. Il ne s'agit nullement de prendre à partie les membres de la Famille royale mais de tenter de mettre en place un autre système. M. De Groote a déposé des propositions de loi soumettant ces articles à révision. Je lui apporté mon soutien en commission. Il ne serait pas inopportun que la classe politique envoie un signal clair pour dire que le Roi ne doit plus être associé au processus décisionnel politique.

Je soutiendrai la déclaration de révision de la Constitution avec enthousiasme. Pour ma part, j'irais encore plus loin et demanderais même la révision de l'article 35 et des articles relatifs à la famille royale, mais je sais que ces réformes n'aboutiront pas entièrement. C'est précisément la raison pour laquelle je me réjouis que l'article 195 soit également ouvert à révision. Je déplore que le CD&V ne soutienne pas cette révision car celle-ci permettrait d'adapter la procédure de révision de la Constitution. Ce passe-partout offrirait la possibilité d'orienter les négociations gouvernementales, quelle que soit la composition de la majorité et

même s'il n'existe pas d'accord politique à ce jour sur l'orientation que nous voulons prendre. Il ne s'agit pas d'une menace mais d'une occasion de conclure des accords politiques plus poussés sur la voie qui nous a menés d'un État très unitaire vers l'État fédéral que nous connaissons aujourd'hui.

J'ai applaudi à l'instant aux derniers propos de M. Tant dans cet hémicycle par considération pour son travail. Alors que j'étais étudiant à Gand, je me souviens d'un débat auquel il avait participé. Bien que je ne partage pas toujours son point de vue, j'ai retenu la phrase suivante de ce débat et il m'arrive même de l'utiliser : « Je n'ai rien à dire à la maison mais ici non plus lorsque les mots me manquent. » Tous mes vœux accompagnent M. Tant et tous les autres collègues qui quitteront le Parlement. (*Applaudissements*)

33.27 Melchior Wathelet (cdH) : Comme je l'ai dit en commission, ce débat n'a pas été entamé de la bonne manière. Il faut se demander s'il faut changer la Constitution avant de s'interroger sur ce qui doit être changé. La modification d'un article de la Constitution doit avoir des conséquences positives pour la population, lui apporter une plus-value.

Actuellement, mon groupe considère qu'un projet de déclaration de révision de la Constitution n'a pas lieu d'être. Cela ne veut pas dire pour autant que certains articles de la Constitution ne devraient pas être corrigés, modifiés ou ajoutés. Mais nous ne souhaitons pas fournir des arguments, voire des armes de destruction massive, à ceux qui avouent leur objectif de détruire l'État belge.

Une déclaration de révision constitue un tout. Cela a été démontré par le gouvernement qui dépose aujourd'hui le même projet qu'en 2003. Toute modification d'un article induit généralement un marchandage, et l'ajout d'un article fait l'objet de discussions et de négociations dans tous les sens. Selon moi, le principe de précaution s'impose, qui est le meilleur moyen d'éviter des avancées non voulues et de ne pas ouvrir la discussion.

Bien sûr, d'aucuns soulignent la nécessité de modifier certains articles. Mais je constate que cela n'a pas été fait en quatre ans. Si c'est tellement indispensable, pourquoi n'avoir rien fait ?

Je voudrais aussi insister sur l'article 195, dont on a beaucoup parlé. Le raisonnement du premier ministre vise à permettre la modification d'une disposition au cours d'une même législature, mais on ne peut accepter ce « snelrecht » constitutionnel.

M. Bacquelaine disait que cette procédure n'empêche pas toute réforme. Mais il faut un temps de réflexion indispensable ! On ne modifie pas la Constitution comme un autre texte. Cette volonté de changer l'article 195 démontre une intention de mettre à mal l'État belge et de se diriger vers le post-fédéralisme.

Il ne faut pas ouvrir une boîte de Pandore. On ne peut se permettre d'encombrer la prochaine législature d'un débat institutionnel long, compliqué, dangereux et qui, surtout, va occulter les vrais défis en termes d'emploi, de recherche et développement, de lutte contre la pauvreté ou contre le réchauffement climatique, objectifs que le gouvernement n'a pas atteints pendant cette législature.

Il y a quatre ans, mon groupe avait déjà voté contre la déclaration de révision. La même réforme nous est proposée aujourd'hui et nos objections sont encore plus fortes. En outre, les volontés d'aller plus vite, de pouvoir continuellement modifier la Constitution sont évidentes. Aujourd'hui, il faut pouvoir dire stop, et évaluer les modifications passées pour se focaliser sur les vrais défis de société.

Nous n'avons aucune raison supplémentaire d'accepter cette déclaration de révision. Pire, les arguments évoqués il y a quatre ans sont bien plus présents aujourd'hui !

33.28 Patrick De Groote (N-VA) : Je ne vais pas m'étendre sur ce qu'a fait et n'a pas fait ce gouvernement. Je me limiterai à constater que les deux Communautés de notre pays sont totalement différentes, se développent tout à fait différemment et font par-là même des choix politiques totalement différents. Elles ont

donc besoin d'une plus grande autonomie. Une loi spéciale nous permettrait de transférer toutes les compétences nécessaires aux Communautés.

Le N-VA a déposé, il y a un certain temps déjà, une proposition visant à déclarer révisables tous les articles concernant le pouvoir politique du Roi. Nous sommes en principe un parti républicain, et ceci parce que monarchie ne rime pas avec démocratie. Une véritable démocratie ne peut pas accepter qu'une famille hérite du pouvoir politique par simple succession, sans avoir à le justifier.

Dans une démocratie, les dirigeants politiques doivent rendre des comptes au Parlement et aux électeurs. Mais il se trouve que la Maison royale a toujours usé de son pouvoir pour s'opposer aux mouvements d'émancipation. Ceux qui font le choix d'éluder ce débat en arguant que la monarchie est l'unique ciment qui tient encore la Maison Belgique debout doivent être cohérents avec eux-mêmes et laisser les Communautés accéder à l'indépendance. Hélas ! la république flamande ne verra pas le jour de sitôt ! Mais nous convions néanmoins les autres partis à continuer à mener le débat sur la monarchie et à contribuer d'ores et déjà à ce que son rôle soit désormais exclusivement protocolaire.

La liste des articles constitutionnels que notre partenaire de cartel veut soumettre à révision comprend aussi des articles ayant trait à la Maison royale. Dans l'exposé des motifs, on peut lire qu'il convient de rendre la fonction royale neutre du point de vue de la distinction entre les hommes et les femmes. Mais si ça ne tenait qu'à la N-VA, cette fonction serait supprimée. Voilà pourquoi nous n'avons pas cosigné la proposition du CD&V. Néanmoins, mon parti préfère le transfert de paquets de compétences à la symbolique de la suppression de la Maison royale.

Nous n'avons pas établi de liste d'articles à réviser, puisque la proposition du CD&V satisfait par ailleurs à toutes nos exigences, qu'elle permet de mener une nouvelle réforme de l'État et d'exécuter l'ensemble du volet institutionnel de l'accord gouvernemental flamand. De plus, l'option du confédéralisme étant prise, seules les compétences fédérales seront toujours fixées par la loi alors que toutes les autres ressortiront aux entités fédérées. Il suffira alors, à chaque nouvelle réforme de l'État, d'écourter la liste des compétences de l'autorité fédérale.

Le CD&V et la NV-A ne tombent pas d'accord sur toutes les modifications à apporter à la Constitution, mais tous les membres de certains partis ne formant pourtant pas de cartel, ne sont pas unanimes non plus. Tous les articles dont la NV-A souhaite la révision, ont d'ailleurs été déclarés ouverts à révision par le CD&V. Si l'objectif visé est parfois différent, cela ne change rien dans la pratique. Je rappelle pour le reste que le VLD, le sp.a et Spirit soutiennent l'exécution des cinq résolutions du Parlement flamand, dans leur version actualisée. La scission de l'arrondissement judiciaire et électoral de Bruxelles-Hal-Vilvorde constitue aussi une revendication prioritaire et qui va de soi.

En refédéralisant les normes de bruit, on ne ferait que déplacer les débats à un autre niveau. En effet, les partis francophones qui bloquent le dossier dans la Région bruxelloise sont aussi représentés au gouvernement fédéral. Il convient de se montrer plus ferme à l'égard de la Région bruxelloise, car la solidarité ne peut pas demeurer unilatérale. De même, il est impossible de revendiquer les avantages de l'aéroport – qui occupe des milliers de francophones – tout en qualifiant ses inconvénients de « problème flamand ». Si Bruxelles refuse d'être solidaire de la Flandre, cette dernière n'a plus qu'à revoir sérieusement ses transferts financiers au bénéfice de Bruxelles.

33.29 Hervé Hasquin (MR) : J'ai eu le privilège de participer à deux révisions de la Constitution. L'expérience montre depuis des décennies que l'État centralisé a des limites. Il faut pouvoir s'abstraire du microcosme belge et cesser ces propos catastrophiques. Les États évoluent. On ne peut régenter les opinions publiques. Il faut accepter que la complexité soit le fruit de la démocratie; les exemples de l'Espagne et de l'Union soviétique le montrent. Monsieur Wathelet, je sais que vous n'êtes pas nécessairement conservateur mais votre discours qui traduit la position de votre parti a quelque chose de stupéfiant.

33.30 Melchior Wathelet (cdH) : Loin de moi l'idée que l'on ne touche plus jamais à la Constitution. Vous parlez de mouvement d'opinion. Or les gens que je rencontre sont favorables à un stop institutionnel parce qu'ils craignent que de tels débats occultent d'autres enjeux fondamentaux.

33.31 Hervé Hasquin (MR) : L'emploi, le logement, le bilan des entreprises sont des préoccupations essentielles mais cela n'a rien à voir avec ce dont nous débattons aujourd'hui. Un homme politique doit faire preuve de pédagogie et non attiser les peurs.

Moi, je fais confiance à nos parlementaires. Il existe des verrous dans notre Constitution pour empêcher les dérives mais il faut aussi être capable d'accepter le changement.

Affirmeriez-vous, Monsieur Wathelet, que vous refuseriez d'entrer dans un gouvernement qui voudrait modifier la Constitution ?

33.32 Melchior Wathelet (cdH) : Vous avez aujourd'hui la difficile tâche d'expliquer que vous devez accepter que tous ces articles déjà repris dans la liste de 2003 soient à nouveau déclarés révisables.

Nous ne sommes pas opposés au changement mais, pour tout ce qui évolue, il faut que l'on se pose les bonnes questions. Ce débat n'a pas eu lieu car ajouter ou enlever un article à la liste obligeait à tout reprendre à zéro.

Si l'on considère l'ajout de l'article 195 à la liste, ne s'agit-il pas là, précisément, de faire sauter un verrou ?

Notre message est que la population n'a pas envie de voir son actualité constamment occupée par ces révisions institutionnelles.

33.33 Benoît Drèze (cdH) : M. Hasquin provoque lorsqu'il prétend que le cdH veut attiser les peurs. Nous prônons un fédéralisme de coopération. Au début de Dehaene II, on pouvait collaborer avec les Régions. Au début de cette législature, M. Vandenbroucke a encore organisé une concertation mais, après cela, le gouvernement s'est révélé incapable de mener une politique socio-économique concertée avec les entités fédérées, alors que le cadre constitutionnel le permettait.

33.34 Hervé Hasquin (MR) : J'ai été ministre bruxellois alors que M. Dehaene était premier ministre, et ministre-président de la Communauté française sous Verhofstadt I et II : je puis vous dire qu'en matière de coopération entre le gouvernement fédéral et les Communautés et Régions, il y avait un fossé extraordinaire entre les deux façons d'envisager les choses. C'est tout de même Verhofstadt I qui a permis d'organiser le refinancement !

Le rôle du parlementaire est d'expliquer au citoyen plutôt que de lui faire peur. Il faut projeter le citoyen dans le futur plutôt que de gémir sur le passé !

33.35 Melchior Wathelet (cdH) : Je suis désolé d'avoir été, par mon manque d'intelligence, insultant envers la Chambre. L'essentiel de notre message est que la population demande à être écoutée et a vraiment envie d'entendre d'autres débats. Ce n'est pas un message de peur, c'est le message positif que je veux faire passer à la population.

33.36 Olivier Maingain (MR) : Si je ne me trompe pas, il faut remonter à la fin des années cinquante pour connaître une législature qui se serait terminée sans déclaration de révision de la Constitution et nous votons sans doute aujourd'hui une des déclarations de révision de la Constitution dont la portée est la plus limitée.

L'argument qu'on nous sert, c'est le stop constitutionnel comme sauvegarde de l'État fédéral. Or, sous réserve de deux articles qui méritent une attention particulière, cette déclaration reprend une série d'articles qui sont loin de présenter un danger de délitement de l'État belge.

Plus de 90% de ces articles visent à renforcer les libertés fondamentales, la protection du citoyen, les protections dues par l'exercice des compétences judiciaires ou juridictionnelles. Bref, à moderniser notre démocratie !

Alors, il reste le mirage entretenu, à l'initiative d'une éminente personnalité spécialiste du droit constitutionnel, de la « ligne Maginot constitutionnelle » : en ne touchant en rien à la Constitution, on assurerait l'avenir de l'État belge.

Pourtant, l'évolution de la jurisprudence de la Cour d'arbitrage indique que la répartition des compétences entre État fédéral et entités fédérées ne passe pas par une révision de la Constitution. Demain, on peut dépecer l'État fédéral sans modifier un iota de la Constitution. Si une majorité des deux tiers existait au sein du parlement fédéral, on pourrait lancer la course vers le confédéralisme qu'appellent de leurs vœux une partie importante des représentants politiques du Nord du pays.

Ne faisons pas croire au citoyen qu'en cadenassant la Constitution nous protégerions l'État fédéral.

Que reste-t-il alors de dangereux pour l'État fédéral dans cette liste d'articles déclarés révisables ?

L'article 144 n'est pas porteur d'une évolution vers le confédéralisme. M. Bacquelaine a clairement défini dans quel esprit nous acceptons de soumettre cet article à révision. Il ne s'agit pas de nous inscrire dans une évolution qui permettrait au pouvoir législatif d'affirmer sa primauté sur tout autre pouvoir, au point de dicter la loi aux juges. Ce sont des pratiques qui relèvent de l'Ancien Régime et que l'on essaie de supprimer dans un certain nombre d'États.

33.37 Hervé Hasquin (MR) : Et que l'on essaie de supprimer en Afrique !

33.38 Olivier Maingain (MR) : Effectivement. Même le Conseil de l'Europe, via notamment la Cour européenne des droits de l'homme, cherche à les combattre. Tous les procédés, neutres ou pas, visant à donner au pouvoir politique la possibilité de faire un coup de force dans le cadre de l'arbitrage que les juridictions doivent assumer dans le respect de la loi entre des intérêts contradictoires sont évidemment insupportables à tout démocrate.

Si l'intention de certains est de mettre au pas la Cour de cassation qui fait évoluer notre État de droit en admettant le principe de la responsabilité de l'État, nous ne prêterons pas notre concours à de telles évolutions. Nous privilégierons toujours le droit des citoyens face aux lacunes du pouvoir.

Concernant l'article 195, je me suis abstenu en 2003. Je constaterai qu'au cours de cette législature aucune initiative n'a porté atteinte aux principes que consacre cet article. Son principe essentiel veut qu'on ne puisse pas faire un travail constituant à la carte, c'est pourquoi je reste attaché à une procédure sur le temps de deux législatures. Mais je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas renforcer les protections dues notamment à la minorité francophone de ce pays en alignant les majorités constitutionnelles sur les majorités qualifiées exigées pour les lois de réforme institutionnelle. La logique de pérennité, inhérente à la Constitution, me paraît mériter débat et réflexion.

La présente déclaration de révision offre des possibilités nouvelles de moderniser la démocratie, qui n'appellent pas dans leurs conséquences un grand bouleversement de l'État fédéral belge. A supposer même que l'article 195 soit révisé au cours de la prochaine législature constituante, il ne serait pas constitutionnellement concevable que la nouvelle procédure, issue de la révision, s'applique au cours de la prochaine législature. Cela signifie que l'on ne pourrait pas, par une procédure de révision adaptée, réviser durant la prochaine législature ce qui n'a pas été soumis à révision par l'actuelle déclaration.

33.39 Didier Reynders, ministre (en français) : Sur la question de soumettre à révision un certain nombre d'articles de la Constitution, le gouvernement peut comprendre qu'il y ait des opinions différentes mais il comprend plus difficilement le refus puisqu'il n'y a pas de vote d'ensemble et que l'on procède article par article.

J'espère encore qu'à l'occasion du vote, nous pourrions recueillir un assentiment très large sur un certain

nombre d'articles dont la révision ne peut constituer qu'un progrès évident pour les habitants de notre pays.

33.40 Melchior Wathelet (cdH) : A titre personnel, je pense que des articles de la Constitution pourraient être modifiés.

Toutefois, chacun sait très bien que cette liste d'articles constitue un tout. La preuve en est qu'il s'agit de la même liste que celle de 2003.

Notre refus ne signifie pas un refus du débat institutionnel. Le tout est de ne pas ouvrir la boîte de Pandore.

33.41 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Je rappellerai que la Chambre et le Sénat doivent s'exprimer séparément. Dans ce cadre, seuls seront retenus les articles repris par les trois intervenants : gouvernement, Chambre et Sénat. Votre argument n'a donc pas beaucoup de sens, Monsieur Wathelet.

Si l'on suit votre raisonnement, aucun de ces textes ne pourra être révisé.

Un deuxième débat porte sur le sens qu'on veut donner à la déclaration de révision pour certains articles. L'article 144 a été repris en commission avec la volonté d'ouvrir un très large débat. L'article 195 connaîtra un débat dans les assemblées constituantes.

Plusieurs amendements ont été déposés, notamment concernant l'insertion dans le titre III d'un article nouveau relatif à l'introduction de la seconde lecture à la Chambre des représentants. La commission du Sénat a décidé de ne pas retenir cet amendement et ce, en accord avec le gouvernement, représenté par M. Landuyt.

La commission a estimé que ces discussions pouvaient faire l'objet du débat concernant la révision des articles 77 et 78 qui sont déclarés ouverts à révision, et j'y ajouterais encore l'article 81 alinéas 2 à 6.

Je crois que l'on pourrait ne pas retenir la proposition d'insérer cet article nouveau dans le chapitre 1^{er} du titre III et je vous propose, mais c'est à la Chambre d'en décider, de voter contre le texte qui avait été introduit en commission, comme le fera le Sénat. Il n'y a pas de doute sur la possibilité de développer un débat de même nature à l'occasion de la révision d'autres articles de la Constitution.

Vos collègues sénateurs reconnaissent également que la double lecture à la Chambre peut être introduite d'une autre manière pour améliorer la qualité des lois.

(*En néerlandais*) Enfin, quelques mots encore à propos de M. Tant. Pas seulement comme membre d'un gouvernement mais aussi comme ancien collègue chef de groupe, à l'époque où j'étais dans l'opposition et où j'entretenais toujours avec lui les mêmes excellents contacts. J'espère qu'il partage mon point de vue à ce sujet. Je tiens à le remercier pour les excellents débats que nous avons eus, en commission comme en séance plénière. J'espère que nous aurons l'occasion de nous revoir, ailleurs cette fois. (*Applaudissements sur tous les bancs*)

33.42 Paul Tant (CD&V) : Je remercie le ministre pour ses belles paroles. Nous nous sommes en effet toujours beaucoup appréciés. Il n'en reste pas moins que j'ai encore un certain nombre de critiques à formuler. (*Sourires*)

Le ministre se réfère à la possibilité d'une deuxième lecture et d'une adaptation des articles 77 et 78 de la Constitution. Il serait tout de même préférable de renvoyer explicitement à cette deuxième lecture dans la motivation de la révision de ces articles.

En ce qui concerne la révision de l'article 195, je formule la question simplement: l'objectif est-il d'aller vers une double majorité pour toutes les révisions d'articles de la Constitution ou est-il précisément d'assouplir la procédure ?

33.43 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : L'objectif est de moderniser le texte et il existe différentes manières de le réaliser. Il n'y a actuellement pas d'unanimité ni même de majorité des deux tiers en faveur d'une des pistes de réflexion. Seule la nécessité de moderniser fait l'objet d'un consensus. Il

appartiendra aux deux assemblées de mener un débat approfondi à l'avenir, car il serait préférable de ne pas conserver le texte actuel.

M. Tant a déjà la solution en tête mais elle n'est actuellement pas réalisable.

33.44 Paul Tant (CD&V) : Je ne participerai plus au débat futur et c'est pourquoi je souhaiterais connaître la solution dès à présent. Je persiste à m'étonner que le gouvernement dépose un texte que les divers groupes interprètent différemment.

34 Agenda

Conformément à l'avis de la Conférence des présidents du 25 avril 2007, je vous propose d'inscrire à l'ordre du jour de la séance plénière de cet après-midi :

- le projet de révision de l'article 142 de la Constitution (transmis par le Sénat) (n° 1727/1);
- le projet de modification de la terminologie de la Constitution (transmis par le Sénat) (n° 1728/1).

Pas d'observation ? (Non)

Il en sera ainsi.

La séance est levée à 18 h 25. Prochaine séance ce mercredi 25 avril 2007 à 18 h 45.

De vergadering wordt geopend om 14.37 uur en voorgezeten door de heer Herman De Croo.

Tegenwoordig bij de opening van de vergadering zijn de ministers van de federale regering: Didier Reynders, Hervé Jamar

Een reeks mededelingen en besluiten moeten ter kennis gebracht worden van de Kamer. Zij worden op de website van de Kamer en in de bijlage bij het integraal verslag van deze vergadering opgenomen.

Berichten van verhindering

Gezondheidsredenen : Alisson De Clercq

Federale regering

Marc Verwilghen, minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid: met zending buitenslands (Barcelona)

De **voorzitter**: In toepassing van het Reglement zetten we de stemmingen van gisteravond voort. De enige stemming die we gisteren uitvoerden, is geldig.

U zal merken dat er tijdens de zitting foto's worden genomen. Dat is traditie aan het einde van een legislatuur. U moet er niets anders achter zoeken. (*Glimlachjes*)

Naamstemmingen

01 Ontwerp van programmawet (3058/19+22)

(Stemming/vote 1)		
Ja	88	Oui
Nee	38	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	126	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

01.01 Paul Tant (CD&V): Gisteren hebben we toch al over deze programmawet gestemd?

De **voorzitter**: Neen, we hebben gisteren eerst over een 'kleine' wet gestemd.

01.02 Bart Laeremans (Vlaams Belang): Ik heb tegengestemd.

02 Wetsontwerp houdende diverse bepalingen (3074/1)

02.01 Dirk Van der Maelen (sp.a-spirit): Ik had een stemafpraak met de heer De Crem. Ik ben aanwezig, hij niet. (*Applaus op de meerderheidsbanken*)

(Stemming/vote 2)		
Ja	85	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	25	Abstentions
Totaal	125	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

02.02 Gerolf Annemans (Vlaams Belang): Als de heer Van der Maelen met mij een stemafpraak maakt, kan hij er van op aan dat ik woord houd.

De **voorzitter**: De heren T'Sijen en Vande Lanotte stemden voor.

03 Voorstel van resolutie betreffende de versterking van de rol van de vrouw in het vredesproces (2521/3)

(Stemming/vote 3)		
Ja	133	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	133	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

04 Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (2863/5)

(Stemming/vote 4)		
Ja	117	Oui
Nee	16	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	133	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal als ontwerp aan de Senaat worden overgezonden.

05 Wetsontwerp waarbij de bevoegdheid om toegang te verlenen tot de informatiegegevens van het wachtregister en van het register van de identiteitskaarten toevertrouwd wordt aan het sectoraal comité van het Rijksregister (2937/5)

(Stemming/vote 5)		
Ja	131	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

De **voorzitter**: De heren Bacquelaine, Maingain en de Donnea hebben ja gestemd.

Ik heb een opmerking met betrekking tot het onderwerp van volgende stemming. In dit document werd per ongeluk een paragraaf van het vroegere document overgenomen. Artikel 34 bevat een louter materiële fout. De paragraaf die begint met "De in het eerste lid bedoelde..." en die eindigt met "in die graad benoemd" werd zonder reden ingevoegd en moet op die plaats gesupprimeerd worden.

Het gaat om een materiële vergissing. Geen Bezwaar? (*Instemming*)

06 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 juli 1991 op de Algemene Inspectie en houdende diverse bepalingen betreffende de rechtspositie van sommige leden van de politiediensten (nieuw opschrift) (2947/5)

<i>(Stemming/vote 6)</i>		
Ja	118	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	133	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

07 Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 juli 1991 tot regeling van het toezicht op politie- en inlichtingendiensten en op het coördinatieorgaan voor de dreigingsanalyse (2947/6)

<i>(Stemming/vote 7)</i>		
Ja	118	Oui
Nee	16	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	134	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

08 Wetsontwerp houdende dringende spoorwegbepalingen (3055/5)

<i>(Stemming/vote 8)</i>		
Ja	124	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	9	Abstentions
Totaal	133	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

09 Voorstel van resolutie betreffende de bevordering van de mobiliteit en de verkeersveiligheid, wat de tweewielige motorvoertuigen betreft (1937/3)

<i>(Stemming/vote 9)</i>		
Ja	112	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	22	Abstentions
Totaal	134	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie aan. Het zal ter kennis van de regering worden

gebracht.

10 Wetsontwerp tot tenuitvoerlegging van Verordening (EG) nr. 2201/2003 van de Raad van 27 november 2003 betreffende de bevoegdheid en de erkenning en tenuitvoerlegging van beslissingen in huwelijkszaken en inzake de ouderlijke verantwoordelijkheid, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1347/2000, van het Europees Verdrag van Luxemburg van 20 mei 1980 betreffende de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen inzake het gezag over kinderen en betreffende het herstel van het gezag over kinderen, en van het Verdrag van 's-Gravenhage van 25 oktober 1980 betreffende de burgerrechtelijke aspecten van internationale ontvoering van kinderen (nieuw opschrift) (3002/4)

(Stemming/vote 10)		
Ja	135	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	135	Total

De **voorzitter**: De heer Vandeurzen en De Crem stemden voor.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

11 Wetsontwerp tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de afwezigheid en de gerechtelijke verklaring van overlijden (614/14)

(Stemming/vote 11)		
Ja	131	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

12 Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de afwezigheid en de gerechtelijke verklaring van overlijden (2615/2)

(Stemming/vote 12)		
Ja	137	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	137	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd. (2615/2)

13 Wetsontwerp tot wijziging van sommige bepalingen van het Burgerlijk Wetboek teneinde het bewijs van de staat van de personen te vergemakkelijken bij gebreke aan een akte van de burgerlijke stand (2447/3)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming 12)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

14 Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de inwerkingtreding van artikel 7, 7°, van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd (3018/1)

Overgezonden door de Senaat

(Stemming/vote 13)		
Ja	117	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	20	Abstentions
Totaal	137	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

15 Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de organisatie en financiering van de ouderstage, zoals vastgelegd in de wet betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade (3019/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming 13)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

16 Wetsontwerp houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 13 december 2006 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, betreffende de organisatie en de financiering van het herstelrechtelijk aanbod bedoeld in de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade (3020/1)

Overgezonden door de Senaat

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (Ja)

(Stemming 13)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

17 Wetsontwerp betreffende de transseksualiteit (903/9)

Geamendeerd door de Senaat

<i>(Stemming/vote 14)</i>		
Ja	93	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	28	Abstentions
Totaal	136	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

18 Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 628 en 764 van het Gerechtelijk Wetboek (3017/1)

Geamendeerd door de Senaat

<i>(Stemming/vote 15)</i>		
Ja	93	Oui
Nee	15	Non
Onthoudingen	28	Abstentions
Totaal	136	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

19 Wetsontwerp houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2007-2008 (3011/9)

<i>(Stemming/vote 16)</i>		
Ja	136	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	136	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

20 Voorstel van resolutie betreffende huidkanker als gevolg van een langdurige blootstelling aan de zon (2532/4)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 16)

Bijgevolg neemt de Kamer het voorstel van resolutie unaniem aan. Het zal ter kennis van de regering worden gebracht.

21 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid (3081/3)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 16)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

22 Wetsontwerp houdende diverse arbeidsbepalingen (3067/4)

<i>(Stemming/vote 17)</i>		
Ja	127	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	131	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

23 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen (3057/3)

<i>(Stemming/vote 18)</i>		
Ja	137	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	137	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

24 Wetsontwerp tot wijziging van een aantal wetten betreffende de dotaties aan het Rekenhof, de federale Ombudsmannen, de Benoemingscommissies voor het notariaat en de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer (608/10)

Geamendeerd door de Senaat

<i>(Stemming/vote 19)</i>		
Ja	132	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	4	Abstentions
Totaal	136	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

25 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 22 maart 2006 betreffende de bemiddeling in bank- en beleggingsdiensten en de distributie van financiële instrumenten (3062/4)

<i>(Stemming/vote 20)</i>		
Ja	137	Oui
Nee	0	Non
Onthoudingen	0	Abstentions
Totaal	137	Total

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

26 Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 190 van het Wetboek diverse rechten en taksen, wat het bedrag betreft van de belasting voor aanplakking en de betaling ervan (nieuw opschrift) (1546/5)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(Stemming 20)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel unaniem aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

27 Wetsontwerp tot wijziging van de kaderwet van 1 maart 1976 tot reglementering van de bescherming

van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen (3073/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 20)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

28 Wetsontwerp tot wijziging van artikel 33 van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer (1451/6)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 20)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

29 Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer ten einde recidive voor vluchtmisdrijven strenger te bestraffen (2177/8)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 20)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

30 Wetsontwerp houdende de instemming met het samenwerkingsakkoord van 9 februari 2007 tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en financiering van de bodemsanering van tankstations (3085/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 20)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

31 Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol, opengesteld voor ondertekening te Berlijn van 1 juni 2006 tot 1 november 2006, tot wijziging van de Overeenkomst inzake de oprichting van een Internationale Commissie voor de Internationale Opsporingsdienst, gesloten te Bonn op 6 juni 1955 (3083/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? *(Ja)*

(Stemming 20)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

32 Wetsontwerp houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 2 maart 2007 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering van de Overeenkomst tot verbod van de ontwikkeling, de productie, de aanleg van voorraden en het gebruik van chemische wapens en inzake de vernietiging van deze wapens, gedaan te Parijs de 13de januari 1993 (3084/1)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming? (*Ja*)

(*Stemming 20*)

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp unaniem aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

32.01 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): De urgentie wordt gevraagd voor het ontwerp nr. 1610 houdende diverse maatregelen inzake heling en inbeslagneming, evenals voor de ontwerpen nrs. 2885 tot 2890 die momenteel in de commissie voor de Volksgezondheid besproken worden.

32.02 **Paul Tant** (CD&V): Ik wil toch even iets verifiëren dat daarnet in de Conferentie van de voorzitters niet helemaal duidelijk was. Als ik het goed heb, is de behandeling van dit ontwerp al gestart. Maar zelfs al zou dat niet zo zijn, dan wil ik toch een beroep doen op de realiteitszin van de collega's. Vorige week heeft men in de commissie beslist om de behandeling uit te stellen en nu vraagt men om het bij hoogdringendheid te behandelen. Wat is er intussen gebeurd om de hoogdringende behandeling te rechtvaardigen?

De **voorzitter**: De bespreking is nog niet aangevat, zoniet zou er hier nu geen sprake van zijn.

32.03 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Deze ontwerpen zijn nog niet behandeld in de bevoegde Kamercommissies. De teksten komen van de Senaat.

32.04 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Mijn fractie vraagt de hoofdelijke stemming over de urgentie. Er zitten immers een paar communautaire angels in die ontwerpen over de Orden van Geneesheren.

32.05 **Melchior Wathelet** (cdH): Indien men het dossier vorige week had voorbereid, hadden we het vandaag niet op een draffe moeten afhandelen. Ik kan die werkwijze niet aanvaarden.

32.06 **Paul Tant** (CD&V): De behandeling is vorige week verdaagd. Ik zou dus willen weten welke feitelijkheden rechtvaardigen dat men nu de urgentie vraagt. De minister beroept zich op puur formele argumenten, maar geeft geen antwoord op de vraag waarom een ontwerp dat vorige week uitgesteld werd, plots deze week bij urgentie zou behandeld moeten worden. (*Onderbrekingen van minister Reynders*)

De **voorzitter**: Misschien kan mevrouw Taelman, de voorzitter van de commissie Justitie, er iets over zeggen.

32.07 **Martine Taelman** (VLD): Tijdens de commissievergadering van vorige week dinsdag is beslist om dit wetsontwerp de volgende dag te behandelen, na het punt over de burgerlijke en politieke rechten. Alle leden van de commissie waren het daar toen mee eens, maar het punt is niet officieel geagendeerd. Op het zittingsblad heb ik dan vastgesteld dat er ook geen officiële beslissing over genomen is.

32.08 **Gerolf Annemans** (Vlaams Belang): Ten behoeve van de heer Tant wil ik even de paarse logica uitleggen: hoe langer iets uitgesteld is, hoe dringender het is! (*Gelach en applaus bij de oppositie*)

32.09 **Tony Van Parys** (CD&V): Het punt stond vorige week inderdaad op de commissieagenda, maar het is afgevoerd. Het is onzinnig om nu de urgente behandeling ervan te vragen, te meer daar het ondenkbaar is dat de herziening van de Grondwet in de plenaire vergadering besproken zou worden in afwezigheid van de leden van de commissie Justitie. Verschillende leden van onze commissie hebben trouwens voorstellen ingediend in verband met de grondwetswijziging.

De **voorzitter**: We moeten een onderscheid maken tussen de beslissing over de hoogdringendheid en de beslissing over het tijdstip waarop het ontwerp behandeld wordt.

32.10 **Tony Van Parys** (CD&V): Telkens men in de commissie voor de Justitie een ontwerp bij hoogdringendheid behandeld heeft, heeft dit geleid tot barslechte teksten, die we binnen de kortste keren zullen mogen verbeteren. (*Applaus van de oppositie*)

32.11 Muriel Gerkens (ECOLO): Dit is een paradoxale situatie. Aan het wetsontwerp betreffende de Orde van Geneesheren zou een ernstige bespreking moeten worden gewijd en enkele kleine verbeteringen moeten worden aangebracht. Men heeft het ons gisteren voorgelegd met een vraag om urgentie. Dat is bijzonder vervelend, want wij willen bepaalde delen van het ontwerp wel steunen, maar de gehanteerde werkmethode zet er ons toe aan ons ertegen te verzetten.

32.12 Koen Bultinck (Vlaams Belang): Het verbaast mij dat de vicepremier van de MR nu de urgentie vraagt voor de wetsontwerpen met betrekking tot de Orden van Geneesheren, terwijl dit punt in de commissie net niet aan bod is kunnen komen door de afwezigheid van de MR-fractie!

32.13 Greta D'hondt (CD&V): De hervorming van de Orden van Geneesheren is een vrij delicaat onderwerp en het is niet verantwoord van de vicepremier om nu de urgentie ervoor te vragen. Dat is spelen met vuur!

De **voorzitter**: We gaan stemmen bij zitten en opstaan over het al dan niet aanvaarden van de vraag voor urgentie. We stemmen eerst over de urgentie voor document 1603, daarna over de urgentie voor de documenten 2885-2890.

Beide voorstellen wordt bij zitten en opstaan aangenomen.

32.14 Pieter De Crem (CD&V): Ik ben niet zeker of er wel een meerderheid was bij de laatste stemming bij zitten en opstaan. Ik vraag de hoofdelijke stemming.

De **voorzitter**: Ik heb vastgesteld dat er een overwegende meerderheid was. Ik heb dat laten nakijken door de griffier: 38 leden hebben tegen gestemd.

32.15 Pieter De Crem (CD&V): De vorige keer dat u een stemming liet nakijken, bleek dat er 151 leden gestemd hadden. Dat was de stemming over de ombudsmannen. We zijn toen mogen terugkomen.

De **voorzitter**: Ah ja. Mijn frank valt traag vandaag.

32.16 Tony Van Parys (CD&V): Het kan niet dat de commissie Justitie vergadert op een moment dat leden ervan hier aanwezig moeten zijn. Ik wil erop wijzen dat er onder meer voorstellen van collega-commissarissen Borginon en Marinower op de agenda staan en dat leden van de commissie voor de Justitie van CD&V ook voorstellen ter bespreking hebben in de algemene vergadering met betrekking tot de verklaring tot herziening van de Grondwet.

De **voorzitter**: Dat is een pertinente opmerking. Er zal dus ook geen vergadering van de commissie Justitie zijn tijdens de plenaire debatten. *(Applaus van de oppositie)*

Herziening van de Grondwet

33 Ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet (3056/1-7)

- Voorstel van verklaring tot herziening van het decreet nr. 5 van 24 november 1830 betreffende de eeuwige uitsluiting van de familie Oranje-Nassau van enige macht in België (406/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van Titel III, Hoofdstuk III, Afdeling II van de Grondwet, met de bedoeling er een bepaling in te voegen betreffende het opheffen van de zogenaamde Kroonraad (407/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van Titel III, Hoofdstuk III, Afdeling II van de Grondwet (408/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 62, derde lid, van de Grondwet teneinde de stemplicht af te schaffen (1217/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 113 van de Grondwet (1403/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 127, § 1, 2°, van de Grondwet (1450/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 151 van de Grondwet teneinde de deelstaten te betrekken bij het strafrechtelijk beleid en tot invoering van een positief injunctierecht (1626/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 41, derde en vierde lid, van de Grondwet (1708/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 12, derde lid, van de Grondwet met het oog op de verlenging van de inverzekeringsstelling (1856/1)

- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 12 van de Grondwet (1997/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 23 van de Grondwet met het oog op de invoeging van het recht op toereikende energie (2207/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 36, 37, 40, 44, 45, 46, 72, 87, 88, 89, 91, 93, 96, 102, 104, 105, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 151, 153, 160, 165, 167, 197 en 198 van de Grondwet (2300/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 16 van de Grondwet (2489/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet (2970/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van titel II van de Grondwet, teneinde de vrijheid van ondernemerschap te verankeren (3004/1)
- Voorstel van verklaring tot herziening van de Grondwet (3039/1-2)

Algemene bespreking

De algemene bespreking is geopend.

33.01 Hervé Hasquin, rapporteur: De eerste minister heeft een ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet ingediend en heeft erop gewezen dat de herzieningsverklaring van 2003 nog steeds een voldoende ingrijpend optreden mogelijk maakt.

Bij de ontwerpen die ter tafel lagen waren onder meer de verklaring tot herziening van Titel II om de rechten en vrijheden die door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens worden gewaarborgd, in de Grondwet op te nemen; de mogelijkheid tot herziening van de artikelen op grond waarvan aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en aan de Duitstalige Gemeenschap constitutieve autonomie kan worden toegekend, de Gewesten een volksraadpleging kunnen houden, het recht om verzoekschriften in te dienen kan worden gemoderniseerd, de rechten van personen met een handicap kunnen worden gewaarborgd, het Arbitragehof ruimere bevoegdheden kan krijgen en tot een Grondwettelijk Hof kan worden omgevormd, de internationale rechtscolleges in de Grondwet kunnen worden opgenomen, de toegang van vreemdelingen tot overheidsbetrekkingen mogelijk kan worden gemaakt, het recht op een universele dienstverlening en de bescherming van persoonsgegevens kunnen worden ingeschreven, de aanvang van het parlementair jaar kan worden vervroegd, de kiesbaarheidsleeftijd tot achttien jaar kan worden teruggebracht en de bevoegdheden van de Senaat kunnen worden herzien.

Globaal gezien tekenden zich drie tendensen af.

Een aantal leden was van oordeel dat de voorstellen van de eerste minister getuigden van koudwatervrees en dat ze niet zouden volstaan om hun doelstellingen te verwezenlijken. Dat standpunt werd onder meer namens het Vlaams Belang door de heer Koen Bultinck vertolkt. Hij wees erop dat, volgens zijn partij, de Belgische Staat heeft afgedaan en dat hij een rem zet op de harmonieuze ontwikkeling van twee onafhankelijke Staten, namelijk Vlaanderen en Wallonië. Hij voegde eraan toe dat, ten gronde, een herziening van de veiligheids- en de justitievraagstukken aan bod moet kunnen komen en dat zijn partij voorstander is van de afschaffing van de Senaat.

Het Vlaams Belang heeft voorstellen ingediend die ertoe strekken alle artikelen van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren.

Wat de NV-A betreft, heeft de heer De Groote amendementen ingediend die ertoe strekken de rol van de monarchie te wijzigen.

Spirit en de heer Lambert hebben zich aangesloten bij de standpunten van de NV-A en het Vlaams Belang met betrekking tot de rol van de monarchie.

Wat de CD&V betreft, heeft de heer Verherstraeten de wens uitgedrukt om voorrang te geven aan het subsidiariteitsbeginsel, het kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde te hervormen en de rol en het statuut van Brussel als hoofdstad van Vlaanderen, België en Europa te herbekijken.

Al die sprekers, alsook de heer Tant zijn over het algemeen van oordeel dat de regering ter zake blijk geeft van een te voorzichtige houding.

Een tweede tendens wordt vertegenwoordigd door de heer Wathelet, namens het cdH, die vindt dat ieder voorstel tot herziening van de Grondwet overbodig en zelfs gevaarlijk is.

Ten slotte zijn de vertegenwoordigers van een derde strekking, en dat zijn vooral VLD-volksvertegenwoordigers, onder wie de heer Borginon, en de heer Maingain namens de MR, de mening toegedaan dat men het debat moet kunnen aangaan, maar het debat aangaan betekent niet dat het ook moet worden afgerond.

Artikel 144 van de Grondwet, waarvan de herziening wordt voorgesteld, behoort uiteraard tot die categorie van artikelen die aanleiding kunnen geven tot uiteenlopende interpretaties.

Die sprekers hebben tevens de noodzaak beklemtoond om zich aan de hedendaagse en met name de internationale situatie aan te passen.

In totaal staan 47 artikelen van de huidige Grondwet volledig of gedeeltelijk open voor herziening, namelijk de artikelen 7bis, 10, 21 tot 23, 25, 28, 29, 43 tot 46, 54, 56, 57, 63, 65, 67 tot 70, 72, 75, 77 tot 82, 100, 111, 118, 119, 123, 142 tot 144, 148 tot 152, 167, 180 en 195.

Ten slotte wordt in het in de commissie goedgekeurd ontwerp ook gevraagd een aantal artikelen toe te voegen. Het gaat erom, wat titel II betreft, meer rekening te houden met de rechten en vrijheden die worden gewaarborgd door het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden en de personen met een handicap het genot van de rechten en vrijheden te garanderen; aan titel III de invoering van een 2^e lezing toe te voegen; in een artikel te voorzien betreffende de bijkomende exclusieve bevoegdheden die aan de Kamer werden toegewezen alsook betreffende de raadpleging van de bevolking op het gewestelijk niveau; en ten slotte de voor titel IV noodzakelijke artikelen toe te voegen, aangaande de internationale rechtscolleges en de bevoegdheid van de Senaat inzake instemming met de verdragen (*Applaus op alle banken*).

33.02 Paul Tant (CD&V): Vooreerst wil ik mijn corapporteur bedanken voor zijn synthetische en toch volledige verslag. Zelf zal ik het standpunt van mijn fractie vertolken.

Het debat over de grondwetsartikelen die in een volgende regeerperiode moeten kunnen worden aangepast, is een belangrijk debat. Het gaat over de bevoegdheden die wij de nieuw verkozen Kamer geven inzake het aanpassen van onze instellingen. In Vlaanderen bestaat er een consensus dat bepaalde bevoegdheden moeten worden bijgestuurd door een nieuwe staatshervorming. Ondanks de vele aankondigingen hierover is dat in de twee vorige regeerperiodes niet gebeurd.

In 1999 zei premier Verhofstadt in deze Kamer dat de communautaire problemen uit de wereld zouden worden geholpen. Aan het einde van paars-groen zei hij dat er binnen de regering een akkoord bestond om acht bouwerven te openen op de Grondwet. Vier jaar later liggen er zelfs geen plannen op tafel; nochtans beschikt deze coalitie hier op enkele zetels na over een tweederde meerderheid. De opeenvolging van beloftes die men niet nakomt, ondergraaft de geloofwaardigheid van de politiek en van dit huis.

Erger is dat hier naast een beloftecultuur ook een leugencultuur werd geïntroduceerd. Wij herinneren ons de uitspraken van de eerste minister over DHL en over sommige criminaliteitsstatistieken. Handig maken ministers gebruik van de vluchtigheid van sommige media, ten koste van het werk van integere parlementsleden. Verificatie van gratuite beweringen vraagt immers tijd, maar tegen dan is de belangstelling van pers en publiek al weggeëbd. De democratische regeringscontrole gebeurt bij uitstek in het Parlement, het is dus essentieel dat hier de waarheid wordt gesproken. Helaas, op den duur tellen alleen nog verkoopsargumenten.

De grondwetsartikels die de regering voor herziening vatbaar wil verklaren, hebben voornamelijk betrekking

op het akkoord inzake politieke vernieuwing van 26 april 2002. De inhoud ervan werd in een aantal beleidsverklaringen herhaald, maar veel werd er niet gerealiseerd, op de invoering van de provinciale kieskringen na. Daarmee wilde men voornamelijk de christendemocraten verzwakken, waarin men niet is geslaagd. Van de aangekondigde hervorming van het tweekamerstelsel is niet veel in huis gekomen.

Men kan zich afvragen of er nog wel een akkoord is. Al in 2003 bleek de meerderheid in de Senaat van mening te verschillen over de verklaring tot herziening. Ook vorige week doken er verschillende opvattingen op tijdens het debat over de mogelijkheid van een tweede lezing in de Kamer. Het akkoord bleef dode letter. Van alles wat paars beloofde, kwam er niet veel terecht, tenzij voor plat electoraal gewin.

Bovendien zou het akkoord van 2002 helemaal niet tot beter bestuur leiden, want het past niet in een betere bevoegdheidsverdeling tussen de beleidsniveaus, terwijl net die bevoegdheidsverdeling een belangrijk knelpunt is, niet de werking van de Senaat. Er zijn knelpunten in het mobiliteitsbeleid, het tewerkstellingsbeleid, het justitiebeleid – en dan vooral het jeugdsanctierecht – en de gezondheidszorg. De discussies worden geblokkeerd doordat er verschillende visies bestaan aan weerszijden van de taalgrens. Het immobilisme dat paars kenmerkt, moet worden doorbroken.

Vlaanderen heeft de afgelopen jaren bewezen dat het een beleid van hoge kwaliteit kan realiseren in de domeinen waarvoor het bevoegd is. Dankzij ruimere en homogener bevoegdheidspakketten moet een nieuwe staatshervorming de deelstaten nog meer mogelijkheden geven.

33.03 Bart Tommelein (VLD): Ik ga ermee akkoord dat de bevoegdheidspakketten homogener moeten zijn. Aan welke Vlaamse verwezenlijkingen denkt de heer Tant concreet?

33.04 Paul Tant (CD&V): Zowel het arbeidsbeleid, het economische beleid als het vestigingsbeleid werden over de partijgrenzen heen op een voortreffelijke wijze georganiseerd. Als wij die zaken in dit Parlement hadden moeten bespreken, zouden wij weerom geconfronteerd zijn geweest met immobilisme. Als blijkt dat er belangrijke verschillen bestaan, dan moet men bereid zijn daar conclusies over de bevoegdheidsverdeling uit te trekken.

33.05 Bart Tommelein (VLD): Ook in het financiële en fiscale beleid zijn er heel wat positieve zaken gerealiseerd. Ik stel alleen maar vast dat heer Tant de VLD hier niet wil sparen, terwijl onze partij toch ook deel uitmaakt van de Vlaamse regering die hij zo fantastisch vindt.

33.06 Paul Tant (CD&V): Ik vraag toch enige intellectuele inspanning om te begrijpen waarover dit debat gaat. Wij hebben het over de bevoegdheidsverdeling. Wij gaan na in welke mate de regionalisering van bepaalde bevoegdheden tot een beter beleid heeft geleid. Zonder die regionalisering zouden er heel veel beleidsdaden niet gesteld zijn.

Er moeten verdere stappen worden gezet in de regionalisering van een aantal bevoegdheden. Het voorstel tot verklaring tot grondwetsherziening van de CD&V is identiek aan dat van 2003. Wij blijven dus consequent. Ook toen al hielden wij een pleidooi om het sociaaleconomisch beleid in eigen handen te nemen en het zwaartepunt van de bevoegdheden bij de deelstaten te leggen, want in een democratie van verbondenheid moeten de politieke structuren zo dicht mogelijk bij de mensen liggen.

De uitvoering van de resoluties van het Vlaams Parlement is voor ons de eerste stap naar een model dat de basisbevoegdheden bij de deelstaten legt. Zij kunnen dan in onderling overleg beslissen welke bevoegdheden op federaal niveau worden uitgevoerd. Artikel 35 van de Grondwet legt dit principe vast, namelijk dat alle bevoegdheden aan de deelstaten toebehoren, behalve wat het federale niveau uitdrukkelijk krijgt toegewezen. Het is jammer dat hier de voorbije jaren geen werk van is gemaakt.

Wij kiezen voor een objectieve, transparante en omkeerbare solidariteit. Solidariteit blijft belangrijk, maar dat gaat perfect samen met meer bevoegdheden voor de regio's, want op die manier kunnen Vlaanderen en Wallonië elk de beste keuzes maken voor het welzijn en de welvaart van hun inwoners.

De verklaringen van voorzitter De Croo doen ons twifelen aan de vasthoudendheid van de VLD aan de

resoluties van het Vlaams Parlement. De voortzetting van de paarse coalitie blijkt hem dierbaarder te zijn dan de afspraken onder de Vlamingen over de goede werking van onze politieke instellingen. Wat moeten we dan nog geloven van de oproep van de eerste minister om een tweederde meerderheid te vormen na de verkiezingen? Deze uitspraken staan haaks op elkaar.

33.07 Bart Tommelein (VLD): Wie goed geluisterd heeft naar het interview met de voorzitter op de radio, weet dat hij gezegd heeft dat het technisch geen absolute noodzaak is om een meerderheid te hebben langs beide kanten van de taalgrens. Hij vroeg zich echter ook af of dit politiek wel realistisch was. Voor de VLD is het alleszins duidelijk dat er ook in Vlaanderen een meerderheid moet zijn voor de coalitie.

33.08 Pieter De Crem (CD&V): Heel wat mensen hebben het helemaal anders gehoord.

33.09 Bart Tommelein (VLD): Het officiële standpunt van de VLD is dat er aan beide kanten van de taalgrens een meerderheid moet zijn.

33.10 Paul Tant (CD&V): Wie goed heeft geluisterd, heeft gehoord dat de heer Tommelein enkel in zijn eigen naam spreekt. Heel België heeft de voorzitter anders begrepen.

Over artikel 195 van de Grondwet wordt nergens in de verklaring aangegeven welke richting de herziening moet uitgaan. Nergens wordt de herziening toegelicht, terwijl de procedure tot grondwetsherziening ook vraagt om de richting van de herziening te omschrijven. Ik zou van de regering minstens een indicatie willen hebben over welke richting de herziening van dit artikel zou moeten uitgaan.

In 2003 verklaarde Elio Di Rupo dat hij voorstander was van de herziening van artikel 195, zodat elke grondwetsherziening gebonden zou zijn aan een stemming met een speciale meerderheid, namelijk een tweederde meerderheid en een meerderheid in elke taalgroep. Hij vond dat de huidige procedure onvoldoende bescherming biedt aan de Franstaligen. Ook vond hij het onlogisch dat er een zwaardere meerderheid nodig is voor een bijzondere wet dan voor de herziening van de Grondwet zelf.

De MR sprak in 2003 over twee voorwaarden voor de herziening van artikel 195: er moet een meerderheid zijn die verder gaat dan degene die nodig is voor de goedkeuring van een bijzondere wet en de procedure moet gespreid worden over twee regeerperiodes, want de bevolking moet zich altijd kunnen uitspreken.

Als dit nog steeds het standpunt van de PS en de MR is, dan staat dit haaks op de verklaringen van de Vlaamse meerderheidspartijen. Als men voor de herziening van alle artikelen in de Grondwet een meerderheid eist in elke taalgroep, dan communautariseert men heel de Grondwet, terwijl een heel aantal artikelen niets te maken heeft met communautaire problemen.

De Nederlandstalige voorstanders van een wijziging van artikel 195 vinden de huidige procedure te strak. Zij vragen een versoepeling, terwijl de Franstaligen de procedure moeilijker willen maken. Wat zijn de intenties van de regering?

De CD&V is in elk geval geen vragende partij voor de herziening van artikel 195.

Tot slot zou ik mijn dank willen uitdrukken omdat ik gedurende 25 jaar het voorrecht heb gehad om deel uit te maken van deze Kamer. Aanvankelijk was ik vertegenwoordiger van de kieskring Oudenaarde, daarna van de grotere kieskring Aalst-Oudenaarde en ten slotte van de provinciale kieskring. Een kleinere kieskring maakt direct contact met de mensen mogelijk, terwijl een provinciale kieskring dat bijna onmogelijk maakt.

Kleinere kieskringen leiden wel tot een iets kleinere representativiteit, maar de kans om als parlementslid de tolk te zijn van wat leeft onder de mensen, is veel groter in kleinere arrondissementen.

De omstandigheden waarin de Kamer werkt, zijn de voorbije 25 jaar aanzienlijk verbeterd. Dat is in grote mate te danken aan de opeenvolgende Kamervoorzitters en leden van het Bureau, en ook aan de

ambtenaren en medewerkers van de fracties. Tot mijn spijt is de invloed van het Parlement op de besluitvorming echter niet vergroot. Onze parlementaire cultuur wordt te sterk bepaald door het broze evenwicht van de coalitieregeringen, waardoor het Parlement ondergeschikt is aan de uitvoerende macht. Toch heb ik het parlementaire werk steeds graag en met overtuiging gedaan. Ik verlaat dit huis met goede herinneringen aan collega's, voorzitters en personeel. Soms wordt gezegd dat de politiek hard is, maar ik heb in de eigen fractie en daarbuiten veel collegialiteit en warmte ervaren. Dat alles maakt me voldaan en dankbaar. Het ga u allen goed.

(Applaus op alle banken)

De **voorzitter**: Het gebeurt niet vaak dat de voorzitter applaudisseert, maar nu heb ik het met emotie gedaan. Veel van de analyses van de heer Tant deel ik. Dat politici als Thatcher en Blair ongeveer 25.000 voorkeurstemmen haalden, bewijst dat er andere concepten bestaan. Toen de partij van de heer Tant in ons arrondissement bij de apparentering een zetel misliep, was ik trouwens de eerste om mijn collega te bellen.

33.11 Daniel Bacquelaine (MR): Op de schouders van de preconstituante rust een ietwat ondankbare taak, want ze moet grondwetsbepalingen bespreken waarop ze later geen invloed meer heeft.

In 2003 keurden we de verklaring tot herziening van de Grondwet goed om ons grondhandvest te moderniseren, zodat dit beter bij de realiteit en de maatschappij van vandaag zou aansluiten en het dagelijks leven van de burgers ten goede zou komen. Onze verklaring van 2007 zal vermoedelijk niet zo sterk van die van 2003 verschillen.

Op grond van deze verklaring zal vooreerst titel II van de Grondwet betreffende de rechten en de vrijheden kunnen worden gemoderniseerd, met het Europees Verdrag voor de rechten van de mens als voorbeeld. Het lijkt ons een goede beslissing de artikelen 10, § 2, 22, 25 en 29 voor herziening vatbaar te verklaren. We hebben, onder het voorzitterschap van de heer de Donnea, een werkgroep opgericht, die een globale reflectie heeft gewijd aan alle grondrechten. Een nieuwe werkgroep zou een catalogus van rechten en vrijheden moeten voorstellen, op basis van het Europees Verdrag en van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie.

We betoonden altijd al belangstelling voor de participatieve democratie en voor het recht om verzoekschriften in te dienen. Dankzij de verklaring tot herziening van artikel 28 kan dat recht, dat de communicatie met de burger vergemakkelijkt, worden versterkt. Wat de participatieve democratie betreft, denk ik aan de volksraadplegingen die we al kennen op gemeentelijk en op provinciaal vlak en die tot het gewestelijke niveau zouden kunnen worden uitgebreid.

We hadden trouwens een voorstel ingediend teneinde via de invoeging van een artikel 39**bis** de volksraadpleging op gewestelijk niveau in te voeren. Die tekst heeft het echter niet gehaald, omdat de politieke partijen die er bij de verkiezingen voorstander van zijn, zich vaak veel terughoudender opstellen wanneer dat begrip in wetteksten moet worden genomen.

Nog in verband hiermee moeten de burgers zich rechtstreeks kunnen uitspreken over de toetreding tot de verdragen. Artikel 167, § 2, is voor herziening vatbaar. We zullen onze reflectie over de Europese Grondwet kunnen hervatten.

Op institutioneel vlak herneemt het ontwerp de artikelen uit het akkoord over de politieke vernieuwing van 2002: met de artikelen 118, § 2, en 123, § 2, kunnen we het Brusselse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap constitutieve autonomie toekennen.

Dankzij deze verklaring kunnen we tevens een aanvang maken met de hervorming van het tweekamerstelsel. Naar aanleiding van de stemming in de Senaat vragen we niet langer dat er in Titel III een nieuwe bepaling wordt opgenomen voor een tweede lezing van de wetten door de Kamer, vermits die via de herziening van andere artikelen (77, 78, 80 en 81) kan worden ingevoerd.

Artikel 144 daarentegen staat voor het eerst op onze lijst van de voor herziening vatbaar verklaarde artikelen. Op basis hiervan kan iedereen zijn zaak voor een rechtscollege brengen of erdoor gehoord worden. Voor een aantal rechten, zoals de burgerlijke aansprakelijkheid, bestaat er geen enkele uitzondering. Voor ons kan dat

artikel enkel herzien worden om de burger een betere rechtsbescherming te bieden en niet om afbreuk te doen aan de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht of het beginsel van de verantwoordelijkheid van de Staat uit te hollen.

In dit laatste domein heeft onze overheid een constante juridische evolutie doorgemaakt waarmee we niet wensen te breken.

Sinds het Flandria-arrest van het Hof van Cassatie (1920), aanvaardt de rechtspraak dat de Staat burgerlijk aansprakelijk kan zijn, indien hij schade berokkent door de schuld of de nalatigheid van één van zijn organen, met inbegrip van de rechtelijke of wetgevende macht.

Ik voeg hieraan toe dat de rechtspraak de voorrang van het rechtstreeks toepasbare internationale of supranationale recht op de wetgeving bekrachtigt. De rechtscollèges kunnen een wet die strijdig is met een rechtstreeks toepasbare internationale bepaling weigeren toe te passen. Het Arbitragehof kan een wet ook ongrondwettelijk verklaren of hem afschaffen. De Belgische Staat heeft de bevoegdheid erkend van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in Straatsburg wanneer het stelt dat de Belgische wetgeving niet in overeenstemming is met het Europees Verdrag ter bescherming van de rechten van de mens.

In de lijn van de Octopusakkoorden heeft de wetgever ook bepalingen aangenomen om de magistratuur te depolitiseren, om de wervingen en bevorderingen objectiever te maken. We zullen dan ook geen voorstellen steunen die deze tendens willen ombuigen, zoals het wetgevend *référé*. Kan men er immers wel van uitgaan dat de wetgever een norm in alle onpartijdigheid zal kunnen interpreteren als deze concreet moet worden toegepast in een hangend geding?

Sommigen stellen voor dat het Hof van Cassatie en de Raad van State de mogelijkheid zouden krijgen om een prejudiciële vraag aan de wetgever te stellen. Er kan voor ons geen sprake zijn van de invoering van enige vorm van 'wetgevend kort geding'.

Het voor herziening vatbaar verklaren van artikel 144 betekent voor ons dat aanpassingen uitsluitend mogelijk zijn als het erom gaat de onafhankelijkheid van de rechterlijke macht te versterken, de burger op juridisch vlak beter te beschermen, de rechten van de burger te garanderen en de Staat en alle overheidsorganen voor hun verantwoordelijkheden te plaatsen.

Artikel 195 regelt de herzieningswijze van de artikelen van de Grondwet. Wat de huidige procedure betreft hebben we altijd onze ontevredenheid geuit en het grootste voorbehoud gemaakt omtrent iedere al te snelle wijziging van dit essentiële artikel.

Men moet zich afvragen of de huidige procedure echt wel zekerheid biedt voor de ene of de andere Gemeenschap. De huidige procedure in drie stappen garandeert niet langer ipso facto zekerheid. Het is immers mogelijk om de inhoud van een artikel dat eigenlijk niet voor herziening vatbaar werd verklaard, te wijzigen via een ander artikel dat wel voor herziening in aanmerking kwam. Door de Grondwet al te zeer te willen vrijwaren, brengt men de grondwetgever uiteindelijk in zo'n oncomfortabele positie dat hij, welke ook de meerderheid is, niet anders kan dan listen verzinnen teneinde de formele onmogelijkheid om een of ander artikel te wijzigen, te omzeilen. Wie bovendien politieke doelstellingen wil verwezenlijken die essentieel worden geacht, zoals het persoonlijk federalisme, moet de Grondwet wijzigen. Ten slotte valt op te merken dat tal van institutionele hervormingen door middel van bijzondere wetten kunnen worden verwezenlijkt. Het is dus misleidend te beweren dat het ontbreken van een verklaring tot herziening van de Grondwet een institutionele status-quo veroorzaakt.

Niemand betwist dat het aanwezigheids- en het stemquorum voor de goedkeuring van die wetten evenwichtig zijn en dat ze de rechten van de gemeenschappen waarborgen. De nieuwe procedure zou gelijksoortige waarborgen kunnen voorschrijven, waarbij tegelijkertijd de nadelen van de huidige procedure worden vermeden. Zo zou, bijvoorbeeld, een grondwetswijziging kunnen worden aangenomen met hetzelfde quorum als een bijzondere wet. Daarnaast zou eveneens voor een matigend element moeten worden gezorgd. Indien de verklaring en de wijziging tijdens dezelfde zitting plaatsvinden, zou het nieuwe artikel 125, bijvoorbeeld, kunnen bepalen dat tussen beide minstens een jaar moet verstreken zijn. Onze fractie geeft de voorkeur aan een grondwetsherziening gespreid over twee regeerperiodes. Zo zou de Grondwet tijdens een bepaalde regeerperiode kunnen worden gewijzigd, maar pas in werking treden nadat ze tijdens de volgende regeerperiode werd goedgekeurd.

33.12 Paul Tant (CD&V): Ik apprecieer het genuanceerd standpunt van de heer Bacquelaine, maar daardoor groeit ook de onduidelijkheid. De regering heeft een ontwerp ingediend dat ook artikel 195 voor herziening vatbaar wil verklaren. Het zou logisch zijn dat de regering aangeeft wat ze met de herziening van artikel 195 nastreeft. Tot nader order is artikel 195 niet herzien. De toepassing van het bestaande artikel voorziet erin dat men niet enkel artikels aanwijst, maar ook aanduidt wat men ermee van plan is. De heer Bacquelaine beperkt zich tot het formuleren van een aantal hypothesen. Ik zou straks van de minister willen vernemen wat de zienswijze is van de regering. Als de heer Bacquelaine de lijn aanhoudt van 2003, worden ook de niet-communautaire artikels gecommunautariseerd. Het is eigenlijk een impliciet pleidooi om nog veel verder te gaan in de regionalisering, want men mag niets meer aan de Grondwet veranderen zonder een meerderheid in beide taalgroepen.

33.13 Daniel Bacquelaine (MR): Wij zeggen hetzelfde als in 2003. Wij gaan ermee akkoord dat artikel 195 voor herziening vatbaar wordt verklaard, maar er zullen een aantal waarborgen moeten worden genomen.

33.14 Paul Tant (CD&V): De Nederlandstalige collega's hebben hierover een andere mening.

33.15 Daniel Bacquelaine (MR): Iedereen heeft zijn eigen interpretatie.

33.16 Paul Tant (CD&V): Natuurlijk, maar een meerderheid moet een gemeenschappelijk standpunt hebben.

33.17 Daniel Bacquelaine (MR): Ik heb net een pleidooi gehouden over de manier waarop wij eventueel artikel 144 zouden kunnen wijzigen, een thema waarover de meningen verdeeld zijn. Voor artikel 195 zijn er ongetwijfeld ook verschillende visies.

Door de conceptverklaring tot herziening zullen wij ons kunnen buigen over thema's die essentieel zijn voor onze samenleving. Wij zullen wetswijzigingen voorstellen die rekening houden met deze mogelijkheden tot herziening van de Grondwet. Wij zullen ook openstaan voor voorstellen van alle fracties. Zoals in het verleden zullen wij de discussies zonder taboe en zonder a priori aanvatten. Achter deze grondwettelijke bepalingen steken er volgens ons immers mogelijke verbeteringen van het dagelijks leven van de burgers. Er is in principe geen enkel onderwerp waarover wij ons niet zouden kunnen buigen. Dat is de instelling die ons inspireert en met deze instelling zullen wij deelnemen aan een actualisering van onze Grondwet.

Tot besluit zou ik onze collega de heer Tant hulde willen brengen, die zijn standpunten met overtuiging verdedigt, maar altijd met respect voor alle parlementsleden van deze assemblee.

33.18 Bart Laeremans (Vlaams Belang): De regering legt een grote desinteresse aan de dag voor dit toch wel belangrijke onderwerp, namelijk de herziening van de Grondwet en de voorbereiding van verdere stappen in de staatshervorming. Men is daar tot dusver niet echt mee bezig geweest. De regering heeft dan ook identiek dezelfde teksten ingediend als vier jaar geleden.

Dit had een historisch moment kunnen zijn, het startschot van een nieuwe, grote communautaire ronde, waardoor Vlaanderen en Wallonië een duidelijker en krachtiger bevoegdheidspakket hadden kunnen krijgen en zodoende een eind had kunnen komen aan de impasse waarin dit land zich bevindt. Maar opnieuw wordt die historische kans verkwanseld. Opnieuw zitten we voor vier jaar vast aan de vermomde unitaire staat België. Er zijn er zelfs die het centrum nog willen versterken.

Na elk incident met de Coburgs hoort men leden van de Vlaamse meerderheidspartijen pleiten voor een inperking van de koninklijke macht, maar als puntje bij paaltje komt schrikken zowel de blauwbloedigen van de VLD als de kaviaarsocialisten van sp.a ervoor terug om concrete stappen in die richting te zetten. Spiritvoorzitter Geert Lambert heeft er zich toe beperkt twee amendementen van de oppositie te steunen, alleen maar om niet te veel gezichtsverlies te lijden. En tot onze grote verbazing is ook het kartel CD&V-NVA niet in staat gebleken een eensgezind standpunt in te nemen. Plots is de monarchie ook voor N-VA geen prioriteit meer. Kortom, iedereen beeft voor Laken en niemand wil zijn kansen op een ministerpostje verspelen.

CD&V heeft nochtans meer belang bij een hervorming van de monarchie dan wij. Voor het Vlaams Belang is het objectief een goede zaak als het koningshuis door zijn clowneske gedrag zijn eigen geloofwaardigheid ondermijnt. Koning Albert zal nog hooguit tien jaar koning blijven, en daarna krijgen we een koning die dit land terug naar de negentiende eeuw wil schieten, met ministers die als knipmessen moeten buigen. Men

heeft nu de mogelijkheid dit te voorkomen, maar men grijpt die kans niet aan.

In het noodplan Justitie van CD&V is geen spoor terug te vinden van de splitsing van Justitie, die we de heer Van Parys nochtans meermaals hebben horen bepleiten. Mark Van Peel verklaarde op televisie zelfs dat de splitsing van Justitie dringender was dan de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde. Het noodplan gaat er echter van uit dat alles federaal blijft.

In de verklaring tot herziening van de Grondwet is er slechts sprake van delen van het justitie- en veiligheidsbeleid. Ook tijdens de vier volgende jaren zal er van een splitsing niets in huis komen, zeker nu de VLD met klem gezegd heeft dat Justitie federaal moet blijven.

Een ander staaltje van de hypocrisie van de traditionele Vlaamse partijen is hun houding in verband met de luchthaven van Zaventem. Dit dossier toont duidelijk aan dat de driedelige gewestvorming een ramp is voor Vlaanderen. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt gebruikt als wapen tegen de Vlaamse belangen, met medeplichtigheid van de Brussels-Vlaamse excellenties Smet, Vanhengel en Grouwels. Het is onbegrijpelijk dat zij niet door hun partijen teruggefloten worden.

Premier Verhofstadt pleit voor een herfederalisering van de geluidsnormen. De Franstaligen zullen zich hier echter met hand en tand tegen verzetten. Op 1 mei gaat de organisatie Bruxelles Air Libre van start met dwangsommen onder het motto "niets boven ons, alles boven Vlaanderen". Het is hoog tijd dat Brussel zijn egoïstische geluidsnormen afschaft.

Met al deze Vlaamse kruiperigheid vrees ik dat we een voor Vlaanderen zeer nadelige staatshervorming tegemoet gaan. De VLD pleit al voor een paritaire Senaat. Dat betekent dat twee miljoen Vlaamse burgers niet vertegenwoordigd zouden zijn in de Hoge Vergadering. En in plaats van Brussel-Halle-Vilvoorde te splitsen, willen ze het probleem uitbreiden naar heel het land, met nationale kieslijsten.

Bovendien doet VLD nu al toegevingen aan de Franstaligen in verband met de Vlaamse Rand rond Brussel. Ze willen een Grondwettelijk Hof oprichten dat zou moeten toezien op de naleving van de internationale verdragen inzake taalminderheden. Dat kan alleen maar betekenen dat ze het Europese Minderhedenverdrag willen goedkeuren. Daarmee staan ze op één lijn met de meest rabiate Franstalige politici. Een stem voor de VLD is dus hetzelfde als een stem voor het FDF. De VLD pleegt woordbreuk ten opzichte van haar eigen engagement in de Vlaamse regering.

De voortekenen voor de onderhandelingen over de staatshervorming en over de splitsing van Brussel-Halle-Vilvoorde zijn wel heel onheilspellend. Het is nooit gezien dat de Vlaamse partijen hun toegevingen al in de etalage leggen nog voor de verkiezingen.

Ik maak me dus heel ongerust, ook over CD&V-NVA die wel heel gretig snakt naar regeringsdeelname. De traditionele Vlaamse partijen zijn er zelfs niet in geslaagd elementaire beloften in te lossen, maar ze achten zich plots wel in staat een substantiële stap vooruit te zetten op het gebied van de staatshervorming met aan de andere kant van de tafel onderhandelaars als Di Rupo, Reynders, Milquet en Maingain. Wie denkt met deze mensen tot een vergelijk te kunnen komen, is grenzeloos naïef en maakt zichzelf en de bevolking wat wijs.

Ik vraag me af of CD&V en N-VA een plan B hebben als blijkt dat Brussel-Halle-Vilvoorde niet kan worden gesplitst zonder een enorme prijs en als blijkt dat de vijf resoluties van het Vlaams Parlement niet zullen worden uitgevoerd? Wat als blijkt dat er niet te praten valt zonder ongehoorde toegevingen in ruil? Zal CD&V de moed hebben om de Vlaamse belangen zwaarder te laten wegen dan de Belgische, dan het partijbelang en het vakbondsbelang?

De belangrijkste troef van de CD&V in de onderhandelingen met de Franstaligen zijn wij. CD&V en Vlaams Belang hebben samen immers een meerderheid in het Vlaams Parlement. Samen kunnen we het recht in eigen handen nemen in het geval van een federale blokkade. Samen kunnen we de RTBF-reportage werkelijkheid laten worden. De vraag is of CD&V van die troef gebruik durft te maken of er althans durft mee te dreigen? Sta me toe daar de grootste twijfels bij te hebben. (*Applaus Vlaams Belang*)

33.19 Jean-Marc Nollet (ECOLO): Ik verheug me op de eerste plaats over de paradox dat de meerderheid artikel 7bis opnieuw voor herziening vatbaar wil verklaren. De wijziging die vorige week werd aangenomen, is dus ontoereikend. Artikel 7bis moet dus noodgedwongen opnieuw voor herziening vatbaar worden verklaard, iets wat we zullen steunen. We denken in het bijzonder aan de noodzaak om het beleid van de overheid in het kader van haar bevoegdheidsuitoefening inzake duurzame ontwikkeling te stoelen. We moeten dat artikel bijshaven om het debat te blijven voeden en die beschikking in de praktijk om te zetten.

We zullen stemmen zoals in 2003. We zullen bijgevolg de lijst steunen die door de regering is voorgesteld en in de commissie geamendeerd werd. Aan de heren Wathélet en Drèze wil ik nog zeggen dat we geen begrip hebben voor hun houding die erin bestaat alles in zijn geheel af te wijzen. Zo geven ze de dialoog geen kans.

We zullen niet blind zijn. De situatie is niet dezelfde als in 2003 en vandaag is het gevaarlijker dan toen om artikel 195 voor herziening vatbaar te verklaren. Ook omdat we weten dat de standpunten over dit onderwerp binnen de meerderheid uiteenlopen, zullen we tegen dat artikel stemmen.

33.20 Geert Lambert (sp.a-spirit): De discussie over de lijst artikelen van de Grondwet die het uitredende Parlement voor herziening vatbaar moet verklaren, is erg belangrijk. In deze zittingperiode hebben de debatten over de staatshervorming niet tot veel resultaat geleid, hoewel we als constituanten bevoegd waren. De debatten waren weliswaar interessant, onder meer over Brussel-Halle-Vilvoorde, maar ze mondden jammer genoeg niet uit in een grote stap vooruit.

Daar zijn redenen voor. Ons staatsbestel zit vol delicate evenwichten. Om dus de volgende jaren wel tot resultaten te komen moeten afspraken worden gemaakt over partij- en taalgrenzen heen. De lijst die we vandaag goedkeuren, is maar een begin. Het doel moet altijd zijn het land beter te kunnen besturen. Ik draag alvast geen verantwoordelijkheid voor de grendelgrondwet en voor het systeem dat we vandaag hebben. Dat er maar vijf minuten politieke moed voor nodig zijn om bijvoorbeeld een kiesarrondissement te splitsen, zoals sommigen beweren, is in elk geval een fabeltje.

Ik heb nooit verstoppt dat ik geloof in een confederaal systeem. De beslissingen moeten zo dicht mogelijk bij de mensen kunnen worden genomen. Het is al langer duidelijk dat er over allerlei kwesties anders wordt gedacht aan beide zijden van de taalgrens. Dat moet ook naar het praktische beleid kunnen worden vertaald. Maar dan moet men durven afstappen van de idee dat een federale aanpak altijd een meerwaarde biedt. Soms is die aanpak alleen maar duur en hinderlijk. De Gemeenschappen gijzelen elkaar dan in een systeem dat voor niemand goed is.

Voor het politieke akkoord dat na de verkiezingen moet worden gesloten, is een grondwetwijziging misschien niet eens noodzakelijk. Er bestaat immers ook zoiets als de bijzondere wetten. Als wij de resoluties van het Vlaams Parlement willen goedkeuren, is daar geen grondwetwijziging voor nodig. Daarom volstaat de lijst van artikels die de regering voor herziening vatbaar wil verklaren. De aanpassing van deze artikels zal tot een beter bestuur leiden. Ik denk aan het artikel dat een hervorming van het tweekamerstelsel toelaat. Ons parlement kan inderdaad efficiënter worden georganiseerd. Maar de zware politieke items – het economische beleid, de tewerkstelling, het energiebeleid – kunnen met bijzondere wetten worden geregeld.

33.21 Paul Tant (CD&V): Ik heb daarnet geargumenteed waarom ook artikel 35, dat de bevoegdheden van de federale overheid beschrijft, voor herziening vatbaar moet worden verklaard. Er is in de hele regeerperiode geen initiatief genomen om die bevoegdheden te omschrijven. Was dat wel gebeurd, dan stonden wij nu een hele stap verder. Als zelfverklaarde erfgenaam van de VU moet de heer Lambert hier nu dus geen pleidooi komen houden om nieuwe bevoegdheden over te hevelen. Men had gewoon moeten doen wat aangekondigd was.

33.22 Geert Lambert (sp.a-spirit): Ik geef toe dat er te weinig stappen zijn gezet onder dit bestuur en ik betreur dat. Ook inzake de splitsing van Brussels-Halle-Vilvoorde besef ik goed dat wij niet zijn geslaagd in wat wij wilden bereiken. Het is evenwel niet eerlijk hier te doen alsof vijf minuten politieke moed volstaan om de juiste beslissing te nemen. Iedereen weet dat het niet zo eenvoudig is en dat er procedures en evenwichten moeten worden gerespecteerd.

Ik ben een confederalist en als artikel 35 niet voorkomt in het volgende regeerakkoord, zal ik dat betreuren. Het amendement in die zin zal ik steunen. Ik zal de amendement van de heer Tant om ook de artikelen 1, 2 en 3 voor herziening vatbaar te verklaren, niet goedkeuren. Niet omdat ik er tegen ben, maar omdat het belangrijker is naar de inhoud te kijken, naar wat er in de bijzondere wetten kan worden ingeschreven. Of onze Staat nu officieel een 'federale' of 'confederale' staat is, maakt niet zo veel uit, als er maar nieuwe bevoegdheden worden toegewezen via de bijzondere wetten.

De regeringsonderhandelingen moeten over zeer concrete zaken gaan. We moeten daarbij steeds de driestappenregel van wijlen Hugo Schilz indachtig houden: is de hervorming een stap vooruit voor Vlaanderen, wordt er geen te hoge prijs voor betaald en zal ze niets blokkeren in de toekomst?

33.23 Paul Tant (CD&V): Als we deze vragen stellen over het Lambermontakkoord, dan moet er toch vaak negatief worden geantwoord. Lambermont heeft de financiering van het onderwijs uit handen gegeven en het landbouwbeleid kan door dit akkoord niet meer op Europees niveau worden vertegenwoordigd.

33.24 Geert Lambert (sp.a-spirit): Meent de heer Tant dan dat het landbouwbeleid beter opnieuw een federale materie wordt?

Wij moeten ervoor zorgen dat de regio's rechtstreeks kunnen worden gehoord bij de Europese instellingen. Dat is waar het om gaat. Onder het Belgische voorzitterschap hebben wij getoond hoe ver onze federalisering is gevorderd door de vergaderingen ook door regionale ministers te laten voorzitten.

33.25 Paul Tant (CD&V): Wat ik aanklaag in het Lambermontakkoord is de passage waarin staat dat als er verschillende beleidsvisies tussen de Gewesten zijn, er niemand recht van spreken heeft. In de voorbije jaren kwam er in ieder geval niet veel terecht van de vele mooie intenties.

33.26 Geert Lambert (sp.a-spirit): Wij maken nog maar vier jaar deel uit van de regering, het Lambermontakkoord dateert van daarvoor. We hebben in elk geval niets geblokkeerd voor de toekomst. Maar het Lambermontakkoord is meer dan wat de heer Tant eruit aanhaalt. Als Vlaanderen vandaag schuldenvrij is, dan ligt dat niet alleen aan een goed bestuur, maar ook aan de gulheid van het Lambermontakkoord tegenover de regio's.

Het echte debat zal na de verkiezingen plaatsvinden en dat wordt een harde noot, temeer omdat er een tweederde meerderheid nodig is. Vlamingen en Walen zullen dan ten gronde moeten praten over de toekomst van de federale staat en de deelstaten. Daarom zou het nuttig zijn om van alle partijen te weten in welke mate zij een stap vooruit willen steunen, ook als ze in de oppositie terechtkomen.

Onze Grondwet verleent een bijzondere rol aan het Koningshuis. Ik heb altijd duidelijk verkondigd dat ik een republikein ben, omdat ik het niet van deze eeuw vind dat iemand macht heeft, enkel en alleen omwille van zijn afstamming. Daarom ben ik er voorstander van dat we bij de herziening van de Grondwet de artikelen ter zake zouden wijzigen. Ik ben niet voor een monarchie, waarin de Koning wetten ondertekent en de regering benoemt. We hebben al kunnen ondervinden tot wat dit kan leiden in ethische kwesties, zoals tijdens het abortusdebat.

Ik denk dat de tijd rijp is om de koningsartikelen aan te passen. Dit is geen individuele aanval op de personen die tot het Koningshuis behoren, maar wel een verlangen naar een ander systeem. De heer De Groote heeft voorstellen ingediend om deze vatbaar te verklaren. Ik heb die in de commissie gesteund. Een duidelijk signaal vanuit de politiek dat de Koning niet meer betrokken mag worden bij de politieke besluitvorming, zou niet misstaan.

Ik zal met volle overtuiging de verklaring tot grondwetsherziening steunen. Ik zou zelf nog verder gaan en ook artikel 35 en de artikelen rond het koningshuis voor herziening vatbaar verklaren, maar ik weet dat dit niet allemaal zal lukken. Net daarom is het goed dat artikel 195 ook voor herziening vatbaar verklaard wordt. Ik vind het jammer dat de CD&V dat niet steunt, want dit laat toe de procedure voor grondwetsherziening aan te

passen. Deze passe-partout zou de mogelijkheid bieden om een bepaalde richting uit te gaan tijdens de regeringsonderhandelingen, wie er ook in de meerderheid zal zitten en ook al bestaat er vandaag geen politiek akkoord over de richting die we willen uitgaan. Dit is geen bedreiging, maar dit laat ons toe om politieke akkoorden te sluiten die verder gaan op de weg die ons van een zeer unitaire staat gebracht heeft naar de federale staat die we vandaag kennen.

Ik heb zonet mee geapplaudisseerd voor de laatste woorden van collega Tant in dit halfroond, uit waardering voor zijn werk. Toen ik in Gent studeerde, werd hij uitgenodigd voor een debat. Hoewel ik niet altijd akkoord ga met zijn ideeën, heb ik uit dat debat wel de volgende zin onthouden die ik zelfs soms gebruik: "Ik heb thuis niets te zeggen, maar zelfs hier kan ik niets zeggen wanneer de stem stukt." Ik wens de heer Tant en alle andere collega's die het Parlement zullen verlaten, het allerbeste toe. (*Applaus*)

33.27 Melchior Wathelet (cdH): Zoals ik in de commissie reeds gezegd heb, is deze bespreking slecht gestart. Men moet zich eerst afvragen of de Grondwet moet gewijzigd worden alvorens de vraag te stellen naar wat er moet gewijzigd worden. De wijziging van een artikel uit de Grondwet moet een positief effect hebben op de bevolking, moet voor de mensen een meerwaarde betekenen.

Op dit moment is mijn fractie van mening dat een Ontwerp van verklaring tot herziening van de Grondwet niet aan de orde is. Dit wil daarom nog niet zeggen dat bepaalde grondwetsartikels niet zouden moeten verbeterd, gewijzigd of aangevuld worden. Maar we willen geen argumenten of zelfs massavernietigingswapens aanreiken aan diegenen die als zelfverklaard doel hebben om de Belgische Staat te vernietigen.

Een verklaring tot herziening vormt een geheel. De regering heeft dit zelf aangetoond door nu hetzelfde ontwerp voor te leggen als in 2003. Elke wijziging van een artikel leidt in het algemeen tot een koehandel, en het toevoegen van een artikel geeft aanleiding tot discussies en onderhandelingen in alle richtingen. Volgens mij is hier de grootste voorzichtigheid geboden. Dat is de beste manier om ongewenste stappen vooruit te voorkomen en om de discussie niet breed open te trekken.

Natuurlijk zullen sommigen benadrukken dat het absoluut noodzakelijk is om bepaalde artikels te wijzigen. Maar ik stel vast dat het in vier jaar tijd niet gebeurd is. Als het zo noodzakelijk is, waarom is er dan niets gebeurd?

Ik wil ook ingaan op artikel 195, waarover al heel wat te doen was. De redenering van de premier strekt ertoe de wijziging van een grondwetsbepaling in de loop van één regeerperiode mogelijk te maken, maar met zo een grondwettelijk snelrecht kunnen we niet instemmen.

De heer Bacquellaine zei al dat het niet is omdat deze procedure behouden blijft, dat elke hervorming onmogelijk wordt. Er is nood aan een bedenktijd. De Grondwet wijzig je niet zoals een andere tekst. Uit het voornemen artikel 195 te wijzigen blijkt duidelijk dat men het niet goed meent met de Belgische Staat en dat men de weg van het postfederalisme wil inslaan.

We mogen de doos van Pandora niet openen. We mogen de volgende regeerperiode niet bezwaren met een lang, ingewikkeld en gevaarlijk institutioneel debat, dat bovenal de echte uitdagingen op het vlak van werkgelegenheid, onderzoek en ontwikkeling, strijd tegen de armoede en tegen de klimaatopwarming zal overschaduwen, doelstellingen die de huidige regering tijdens de voorbije regeerperiode niet heeft gehaald.

Vier jaar geleden stemde mijn fractie al tegen de herzieningsverklaring. Vandaag stelt men ons dezelfde hervorming voor en zijn onze bezwaren nog groter. Het is overduidelijk dat men steeds sneller wil gaan en de Grondwet voortdurend wil kunnen wijzigen. Vandaag moeten we die evolutie een halt kunnen toeroepen en moeten we de vorige wijzigingen evalueren, om vervolgens onze aandacht op de echte maatschappelijke uitdagingen te richten.

We hebben geen enkele nieuw argument om die verklaring tot herziening te aanvaarden! Erger nog, onze argumenten van vier jaar geleden gelden thans meer dan ooit!

33.28 Patrick De Groote (N-VA): Ik zal het niet hebben over wat deze regering al dan niet heeft gerealiseerd. Ik wil wel vaststellen dat de twee Gemeenschappen in ons land totaal anders zijn, zich

verschillend ontwikkelen en andere beleidskeuzes maken. Ze hebben bijgevolg meer autonomie nodig. Door middel van een bijzondere wet kunnen alle nodige bevoegdheden overgeheveld worden naar de Gemeenschappen.

De N-VA heeft reeds geruime tijd een voorstel ingediend om alle artikelen die over de politieke macht van de Koning gaan, voor herziening vatbaar te verklaren. Wij zijn principieel een republikeinse partij, omdat monarchie niet rijmt op democratie. Een echte democratie kan niet aanvaarden dat een familie via erfopvolging politieke macht heeft, zonder daarover verantwoording te moeten afleggen.

Politieke machthebbers moeten zich in een democratie verantwoorden tegenover Parlement en kiezer. Bovendien gebruikte het Koningshuis die macht steeds om zich te verzetten tegen emancipatorische bewegingen. Wie de discussie uit de weg gaat met het argument dat de monarchie het enige cement is dat België samenhoudt, moet consequent zijn en de Gemeenschappen onafhankelijkheid geven. De Vlaamse republiek is helaas niet voor morgen, maar wij nodigen de andere partijen uit het debat over de monarchie te blijven voeren en haar rol alvast louter protocollair te maken.

In de lijst grondwetsartikelen die onze kartelpartner voor herziening vatbaar wil verklaren, staan ook artikels over het Koningshuis. De toelichting daarbij luidt dat de functie genderneutraal moet worden gemaakt. Als het van N-VA afhangt, wordt de functie echter afgeschaft. Daarom hebben we het voorstel van CD&V niet ondertekend. Desalniettemin verkiest mijn partij de overheveling van bevoegdheidspakketten boven de symboliek van de afschaffing van het Koningshuis.

Omdat het voorstel van CD&V voor het overige voldoet aan al onze eisen, een nieuwe staatshervorming mogelijk maakt en het volledige institutionele hoofdstuk van het Vlaams regeerakkoord uitvoerbaar maakt, hebben we zelf geen lijst met te herziene artikelen gemaakt. Bovendien wordt gekozen voor confederalisme. Enkel de federale bevoegdheden worden dan nog wettelijk vastgelegd en alle andere bevoegdheden zijn voor de deelstaten. Bij elke nieuwe staatshervorming volstaat het dan om de bevoegdheidslijst van de federale overheid in te krimpen.

CD&V en N-VA zijn het niet eens over alle grondwetwijzigingen, maar er bestaan partijen die – zonder dat ze kartel vormen met een andere partij - het ter zake zelfs onderling niet eens zijn. Alle artikelen die N-VA wil herzien, werden trouwens door CD&V voor herziening vatbaar verklaard. Soms is de bedoeling verschillend, maar in de praktijk maakt dat geen verschil. Ik herinner er overigens aan dat ook VLD, sp.a en Spirit zich achter de uitvoering van de geactualiseerde resoluties van het Vlaams Parlement hebben geschaard. Ook de splitsing van het gerechtelijk en kiesarrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde is een vanzelfsprekende en prioritaire eis.

Een herfederalisering van de geluidsnormen zal er enkel toe leiden dat de discussie op een ander niveau wordt gevoerd. De Franstalige partijen die het dossier blokkeren in het Brussels Gewest, maken immers ook deel uit van de federale regering. Er moet kordater worden opgetreden tegen het Brussels Gewest, want de solidariteit kan niet van één kant blijven komen. Evenmin kan men de lusten van de luchthaven opeisen - er werken duizenden Franstaligen - en de lasten als Vlaams probleem afdoen. Wil Brussel niet solidair zijn met Vlaanderen, dan moet Vlaanderen de financiële transfers naar Brussel eens ernstig gaan evalueren.

33.29 Hervé Hasquin (MR): Ik heb het voorrecht genoten aan twee grondwetsherzieningen te kunnen deelnemen. Reeds decennia lang leert de ervaring ons dat de gecentraliseerde Staat zijn beperkingen heeft. Men moet de Belgische microkosmos overstijgen en die onheilstijdingen achterwege laten. De Staten evolueren. Men mag de publieke opinie niet bij het handje nemen. Men moet aanvaarden dat democratie tot complexiteit leidt; landen zoals Spanje en de Sovjet-Unie zijn daarvan een genoegzaam bewijs. Mijnheer Wathelet, ik weet dat u niet noodzakelijk conservatief bent, maar uw uiteenzetting van het standpunt van uw partij is toch wel verbijsterend.

33.30 Melchior Wathelet (cdH): Ik ben allerm minst van mening dat er nooit meer aan de Grondwet mag worden geraakt. U had het daarnet over de ontwikkelingen in de publieke opinie. De mensen die ik ontmoet,

zijn voorstander van een institutionele stop omdat ze vrezen dat door dergelijke debatten andere, fundamentele thema's in de vergeethoek raken.

33.31 Hervé Hasquin (MR): De werkgelegenheid, de huisvesting en de bedrijfsresultaten zijn inderdaad essentiële bekommernissen, maar ze hebben niets te maken met de materie die we hier vandaag bespreken. Een politicus moet van pedagogisch inzicht getuigen en mag de angstgevoelens niet aanwakkeren.

Ik heb vertrouwen in onze parlementsleden. Er zijn grendels ingebouwd in onze Grondwet om ontsporingen te vermijden maar men moet ook verandering kunnen aanvaarden.

Zegt u hier, mijnheer Wathelet, dat u zou weigeren toe te treden tot een regering die de Grondwet zou willen wijzigen?

33.32 Melchior Wathelet (cdH): Op u rust vandaag de moeilijke taak uit te leggen dat u moet aanvaarden dat alle artikelen uit de lijst van 2003 opnieuw voor herziening vatbaar worden verklaard.

Wij zijn niet tegen verandering maar voor alles wat evolueert moet men zich de juiste vragen stellen. Dat debat heeft niet plaatsgevonden, want indien men een artikel aan de lijst zou toevoegen of uit de lijst zou schrappen zou men alles van nul af aan moeten herbeginnen.

Betekent de toevoeging aan de lijst van artikel 195 niet dat men een grendel doet springen?

Onze boodschap is dat de bevolking er geen zin in heeft dat de actualiteit constant wordt gedomineerd door deze institutionele herzieningen.

33.33 Benoît Drèze (cdH): De heer Hasquin doet aan provocatie wanneer hij zegt dat de cdH de angst van de mensen wil aanwakkeren. Wij zijn voorstander van een federalistisch samenwerkingsmodel. Bij de start van Dehaene II kon men met de Gewesten samenwerken. Bij aanvang van deze legislatuur heeft de heer Vandenbroucke nog een overleggronde georganiseerd, maar nadien heeft de regering zich niet in staat getoond om in onderling overleg met de gefederaliseerde bestuursniveaus een sociaaleconomisch beleid te voeren, terwijl het Grondwettelijk kader dit toch mogelijk maakte.

33.34 Hervé Hasquin (MR): Ik was Brussels minister toen Dehaene eerste minister was, en minister-president van de Franse Gemeenschap onder Verhofstadt I en II: ik kan u zeggen dat inzake samenwerking tussen de federale regering en de Gemeenschappen en de Gewesten, er een hemelsbreed verschil was tussen de twee aanpakken. Het is toch Verhofstadt I die de herfinanciering heeft mogelijk gemaakt !

Het is de taak van het parlementslicd om de zaken aan de mensen uit te leggen in plaats van hen bang te maken. Wij moeten de mensen een beeld van de toekomst schetsen in plaats van te jammeren over het verleden!

33.35 Melchior Wathelet (cdH): Het spijt me dat ik door mijn gebrek aan intelligentie de Kamer beledigd heb. De kern van onze boodschap is dat de bevolking wil gehoord worden en naar andere debatten snakt. Dat is geen boodschap van angst, maar een positieve boodschap die ik aan de bevolking wil overbrengen.

33.36 Olivier Maingain (MR): Als ik het goed heb, moeten we terug naar het einde van de vijftiger jaren om een regeerperiode te vinden die niet met een verklaring tot herziening van de Grondwet werd afgesloten. De herzieningsverklaring die vandaag ter stemming voorligt, is wellicht een van de meest beperkte.

Als argument wordt aangevoerd dat niet raken aan de Grondwet de federale Staat zou vrijwaren. Met uitzondering van twee artikelen die bijzondere aandacht verdienen, vinden we in deze herzieningsverklaring echter ook een reeks artikelen die niet het minste gevaar inhouden de Belgische Staat uiteen te doen vallen.

Meer dan 90 procent van deze artikelen strekken er precies toe de fundamentele vrijheden te versterken, de burger beter te beschermen en de bescherming voortvloeiend uit de uitoefening van gerechtelijke en

rechterlijke bevoegdheden te verbeteren. In één woord, om de democratie te moderniseren!

Dan is er nog de op initiatief van een eminent grondwetspecialist in het leven geroepen en bewust onderhouden illusie van de zogenaamde "grondwettelijke Maginotlinie": als we niets aan de Grondwet veranderen, blijft de Belgische Staat zeker bestaan.

De evolutie van de rechtspraak van het Arbitragehof wijst er nochtans op dat de verdeling van de bevoegdheden tussen het federaal niveau en de deelstaten niet via een Grondwetsherziening gebeurt. Morgen kan men de Belgische Staat doen uiteenvallen zonder een jota te veranderen aan de Grondwet. Indien er in het federale parlement een tweederde meerderheid voor wordt gevonden, kan men nu al beginnen met de aanloop naar het confederaal model dat een groot deel van de politici uit het Noorden van het land verwezenlijkt willen zien.

Laten we de burger niet doen geloven dat we de federale staat zullen beschermen door de Grondwet te betonnen.

Waar schuilt het gevaar dan nog voor de federale staat in die lijst van artikels die voor herziening vatbaar worden verklaard?

Artikel 144 draagt geen evolutie naar het confederalisme in zich. De heer Bacquelaine heeft duidelijk omschreven vanuit welke ingesteldheid wij akkoord waren om dit artikel voor herziening vatbaar te verklaren. Wij willen zeker niet meewerken aan een evolutie die de wetgevende macht zou toelaten om zichzelf boven elke andere macht te verheffen zodat ze het gedrag van de rechters zou bepalen. Dat zijn praktijken die dateren van het Ancien regime en die men in een aantal staten tracht af te schaffen.

33.37 Hervé Hasquin (MR): En die men probeert af te schaffen in Afrika!

33.38 Olivier Maingain (MR): Juist. Zelfs de Raad van Europa, met name via het Europees Hof van de Rechten van de Mens, probeert die praktijken te bestrijden. Elke rechtgeaarde democraat gruwet uiteraard van alle al dan niet neutrale methodes die erop gericht zijn de politieke macht meer gelegenheid tot inmenging te verschaffen in de manier waarop onze rechtscolleges, met inachtneming van de wet, de geschillen tussen tegenstrijdige belangen moeten beslechten.

Sommigen willen het Hof van Cassatie, dat onze rechtsstaat doet evolueren door het beginsel van de verantwoordelijkheid van de Staat te erkennen, in het gareel doen lopen. Op onze medewerking hoeven ze niet te rekenen. We zullen altijd de voorrang geven aan het recht van de burger wanneer de overheid te kort schiet.

Wat artikel 195 betreft, heb ik me in 2003 onthouden. Tijdens de voorbije regeerperiode werd geen enkel initiatief genomen dat de in artikel 195 vervatte beginselen heeft aangetast. Het grondbeginsel van dat artikel is dat men de Grondwet niet naar believen kan wijzigen. Daarom blijf ik gehecht aan een procedure die zich uitstrekt over twee regeerperiodes. Anderzijds zie ik niet in waarom de beschermingsmechanismen, meer bepaald ten aanzien van de Franstalige minderheid in dit land, niet zouden kunnen worden versterkt, door de meerderheden noodzakelijk voor een grondwetsherziening af te stemmen op de gekwalificeerde meerderheden waarmee de wetten tot hervorming van de instellingen moeten worden goedgekeurd. De logica van duurzaamheid, die inherent is aan de Grondwet, verdient volgens mij debat en reflectie.

Voorliggende verklaring tot herziening van de Grondwet biedt nieuwe mogelijkheden om de democratie te moderniseren, waarvan de gevolgen geen grote omwentelingen binnen de Belgische federale Staat zouden meebrengen. Zelfs in de veronderstelling dat artikel 195 tijdens de volgende grondwetgevende zittingsperiode zou worden herzien, zou het constitutioneel gezien niet denkbaar zijn dat de nieuwe procedure, die het resultaat is van de herziening, tijdens de volgende zittingsperiode van toepassing zou zijn. Dat betekent dat men tijdens de volgende zittingsperiode niet via een aangepaste herzieningsprocedure tot een herziening zou kunnen overgaan van wat niet door de huidige verklaring aan een herziening werd onderworpen.

33.39 Minister Didier Reynders (Frans): De regering kan aannemen dat er uiteenlopende meningen bestaan over de vraag of een aantal grondwetsartikelen al dan niet aan herziening toe zijn. Een weigering valt echter

moeilijker te begrijpen omdat we de bespreking artikelsgewijs voeren en er geen stemming over het geheel zal plaatsvinden.

Ik hoop dat we bij de stemming een brede consensus kunnen bereiken over een aantal artikelen waarvan de herziening alleen maar een belangrijke vooruitgang ten gunste van de inwoners van ons land betekent.

33.40 Melchior Wathelet (cdH) : Persoonlijk denk ik dat sommige artikelen van de Grondwet voor herziening vatbaar zijn. Nochtans weet iedereen perfect dat deze lijst artikelen een geheel vormt. Het bewijs daarvan is dat het om dezelfde lijst gaat als in 2003.

Onze weigering betekent niet dat we ons tegen het institutionele debat verzetten. Het komt er gewoon op aan de doos van Pandora niet te openen.

33.41 Minister Didier Reynders (Frans): Ik wil eraan herinneren dat de Kamer en de Senaat zich afzonderlijk moeten uitspreken. In dat kader worden alleen de artikelen in overweging genomen die door de drie partijen worden voorgesteld: de regering, de Kamer en de Senaat. Uw argument heeft dus niet veel zin, mijnheer Wathelet.

Als men uw redenering volgt, kan geen enkele van die teksten worden herzien.

Een tweede discussie heeft betrekking op de betekenis die men aan de verklaring tot herziening wil geven. Artikel 144 werd naar de commissie verwezen omdat men daarover een zeer ruim debat wilde voeren. Artikel 195 zal binnen de grondwetgevende vergaderingen worden besproken.

Verscheidene amendementen werden ingediend, met name over de invoeging in titel III van een nieuw artikel met betrekking tot de invoering van de tweede lezing in de Kamer van volksvertegenwoordigers. De Senaatscommissie heeft beslist dit amendement niet in aanmerking te nemen, en dit in samenspraak met de door de heer Landuyt vertegenwoordigde regering.

De commissie was van oordeel dat die discussies konden plaatsvinden in het kader van het debat over de herziening van de artikelen 77 en 78 die voor herziening vatbaar werden verklaard. Ik zou daar nog artikel 81, 2^e tot 6^e lid, aan toevoegen.

Ik denk dat men het voorstel om dat nieuwe artikel in hoofdstuk 1 van titel III in te lassen, niet moet aanhouden en ik stel u voor – maar de Kamer moet daarover beslissen – om, net als de Senaat, de tekst die in de commissie werd ingediend, te verwerpen. Het staat vast dat er een gelijksoortig debat zal kunnen worden gevoerd naar aanleiding van de herziening van andere grondwetsartikelen.

Uw collega's senatoren erkennen eveneens dat de tweede lezing in de Kamer op een andere wijze kan worden ingevoerd teneinde de kwaliteit van de wetten te verbeteren.

(Nederlands) Tot slot wil ik het nog even hebben over de heer Tant. Niet alleen als lid van de regering maar ook als voormalige collega-fractieleider, toen ik deel uitmaakte van de oppositie, heb ik met hem altijd hetzelfde, aangename contact gehad. Ik hoop dat hij dat ook vindt. Ik wil hem bedanken voor de goede debatten in plenaire vergadering en in commissies. Ik hoop dat er nog contracten zullen zijn, maar dan op andere plaatsen. *(Applaus op alle banken)*

33.42 Paul Tant (CD&V): Ik dank de minister voor zijn mooie woorden. We hebben elkaar inderdaad altijd gewaardeerd. Dat neemt echter niet weg dat ik toch nog een aantal punten van kritiek heb. *(Glimlachjes)*

De minister verwijst naar de mogelijkheid om een tweede lezing te hebben en artikel 77 en 78 van de Grondwet aan te passen. Toch zou het beter zijn uitdrukkelijk naar die tweede lezing te verwijzen in de motivatie bij de herziening van deze artikels.

Wat de herziening van artikel 195 betreft, wil ik de vraag eenvoudig stellen: is het de bedoeling om te gaan naar een dubbele meerderheid voor alle herzieningen van artikels van de Grondwet of is het net de bedoeling

de procedure te versoepelen?

33.43 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De bedoeling is de tekst te moderniseren. Er zijn verschillende manieren om dat te doen. Er is momenteel geen eenparigheid of zelfs een tweederde meerderheid voor een van de denksporen. Alleen over de noodzaak tot modernisering bestaat een consensus. Het is de taak van beide kamers om het debat in de toekomst grondig te voeren, want met de huidige tekst kunnen we maar beter niet blijven zitten.

De heer Tant heeft de oplossing al in zijn hoofd, maar die is op dit moment eigenlijk niet mogelijk.

33.44 **Paul Tant** (CD&V): Ik zal niet meer bij het toekomstige debat aanwezig zijn en daarom wil ik het graag nu al weten. Ik blijf het wel merkwaardig vinden: de regering dient een tekst in en de verschillende fracties interpreteren die anders.

34 Agenda

Overeenkomstig het advies van de Conferentie van voorzitters van 25 april 2007, stel ik u voor op de agenda van de plenaire vergadering van deze namiddag in te schrijven:

- het ontwerp tot herziening van artikel 142 van de Grondwet (overgezonden door de Senaat) (nr. 1727/1);
- het ontwerp tot wijziging van de terminologie van de Grondwet (overgezonden door de Senaat) (nr. 1728/1).

Geen bezwaar? (*Nee*)

Aldus zal geschieden.

De vergadering wordt gesloten om 18.25 uur. Volgende vergadering 25 april 2007 om 18.45 uur.